

OBSERVATOIRE TRANSITION JUSTE 2024

PERSPECTIVES ÉDITION SPÉCIALE

Faire la transition
énergétique avec tous

Éditos

Contribuer à rendre la transition énergétique accessible

La deuxième édition de notre Observatoire de la Transition juste apporte de nouvelles clés de lecture pour appréhender les tensions qui pèsent sur les individus et les entreprises en Europe quant à la transition énergétique.

Du côté des individus, le pouvoir d'achat et la situation internationale préoccupent fortement les Européens. Dans ce contexte troublé, le réchauffement climatique n'arrive qu'en troisième position de leurs inquiétudes. Aussi, nous observons cette année et pour la première fois un intérêt moindre pour la lutte contre le réchauffement climatique, qui se traduit par une baisse de la mobilisation individuelle et une érosion des changements de comportement (mobilité, logement, etc.). Les Européens semblent d'ailleurs de plus en plus conscients des inégalités que peut engendrer la transition. Ainsi, alors que la transformation des modes de vie a pourtant déjà été enclenchée, le grand public bascule, semble-t-il aujourd'hui, dans une phase de temporisation en attente de signaux plus consistants et encourageants venant des pouvoirs publics et des entreprises.

Concernant les PME, notre Observatoire met pour la première fois le projecteur sur trois secteurs : l'énergie, l'agriculture, et l'immobilier. Des secteurs historiquement émetteurs de gaz à effet de serre et dans l'obligation de décarboner leur modèle économique et leur chaîne de valeur. Les cadres-dirigeants des PME européennes interrogés sont évidemment conscients de l'enjeu majeur que représente la transition en termes de risques et d'opportunités, mais ils estiment majoritairement qu'on leur demande trop d'efforts et que cela représente une menace pour leur santé économique.

Le sentiment autour de la transition est donc plus contrasté cette année avec des acteurs bien conscients des enjeux, mais qui perçoivent avec lucidité un chemin plus escarpé qu'anticipé à l'origine. Dans ce contexte, en tant que première banque européenne, notre rôle est de contribuer à rendre la transition énergétique dont nous avons tous besoin accessible à chacun en accompagnant particuliers et entreprises pour leur permettre de réaliser les investissements nécessaires sans mettre en péril respectivement leur pouvoir d'achat et leur viabilité économique. S'agissant des entreprises, c'est précisément la raison d'être de notre LCTM (*Low Carbon Transition for MidCaps and SMEs*) pour les PME et ETI. Par rapport aux particuliers, notre objectif est de multiplier les solutions de transition juste permettant de réduire ou de lisser dans le temps les dépenses induites par exemple par le passage à la mobilité décarbonée ou pour la rénovation énergétique des logements. La transition vers un monde décarboné est indispensable et il faut l'accélérer. Elle est également coûteuse et les banques doivent contribuer à la solution aux côtés des entreprises, des particuliers et des pouvoirs publics.

Laurence Pessez, *Directrice de la Responsabilité Sociale et Environnementale de BNP Paribas*



Répondre aux craintes des entreprises et des citoyens par une transition industrielle juste

Sept Européens sur dix se disent anxieux en raison du changement climatique et de ses conséquences sur leur mode de vie, leur travail et les inégalités. L'enquête 2024 de BNP Paribas menée auprès de 10.000 personnes révèle ainsi leur désir d'une transition juste.

CSR Europe estime que les entreprises sont particulièrement bien placées pour répondre aux préoccupations des citoyens concernant la transition juste. Nous proposons un pacte industriel européen qui :

- se concentre sur la compétitivité et la coopération en faveur de la durabilité, en tenant compte des citoyens, des travailleurs, des clients et des fournisseurs ;
- inclut une alliance pour une prospérité inclusive, aidant les entreprises à se centrer davantage sur l'humain, à favoriser la justice sociale et la formation face à un monde du travail en évolution ;
- soutient les alliances sectorielles européennes pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables, en veillant à ce que toutes les communautés en bénéficient, faisant ainsi de l'Europe un partenaire de choix.

Afin de débloquer les investissements nécessaires, nous proposons d'accélérer l'union des marchés de capitaux de l'UE et de mettre en place un cadre d'investissement social priorisant les projets ayant un impact social.

Enfin, un dialogue européen dédié au développement durable se fera l'écho du dialogue social européen, en établissant une plateforme permettant de porter les voix et les solutions de l'industrie et des citoyens auprès des dirigeants. En plaçant la lutte contre l'exclusion sociale au cœur de la construction européenne, cette démarche répond à la vision de Jacques Delors, l'un des pères fondateurs de l'Europe.

Les entreprises sont prêtes à agir, mais nous avons besoin d'un vaste Pacte industriel soutenant des partenariats solides et viables à travers l'Europe et au-delà. Ensemble, nous avons le devoir de construire une société juste et durable qui réponde aux préoccupations de ses citoyens et garantisse un héritage durable pour toutes les générations.

Stefan Crets,
Executive Director
de CSR Europe



POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ THE BUSINESS MANIFESTO: DELIVERING A JUST INDUSTRIAL TRANSITION FOR A SUSTAINABLE EUROPE 2030



L'Europe entre dans le dur de la transition

En lançant le Pacte vert en 2019, l'Union européenne s'est engagée dans un programme d'action sans équivalent dans le monde. Dans la foulée des efforts réalisés depuis une quinzaine d'années, cette accélération porte ses premiers fruits : l'année 2023 a ainsi vu une baisse significative de l'intensité carbone de l'activité économique en Europe. Mais le prix de ces transformations devient dans le même temps de plus en plus sensible pour les Européens.

La poursuite de cette ambition appelle en effet de profonds changements dans leurs modes de vie. De ce point de vue, le contexte économique et social actuel est un peu plus préoccupant que celui qui prévalait lors de la première vague de l'enquête « Transition juste » en 2023. Selon les résultats de la deuxième vague, si le climat fait toujours partie du trio de tête de leurs préoccupations, les Européens sont aujourd'hui plus nombreux à redouter que la transition accroisse les inégalités et qu'elle fragmente les sociétés. Ils semblent aussi légèrement moins disposés à changer leurs comportements individuels dans plusieurs domaines. Et ils soutiennent massivement les mouvements d'agriculteurs qui ont notamment mis en cause les effets du Pacte vert sur leur activité ces derniers mois. Au total, si l'anxiété climatique est toujours largement répandue, l'inquiétude sur les effets sociaux et économiques de la transition tend à augmenter.

Certains verront là le signe d'un essoufflement lié aux tensions sur le pouvoir d'achat. On peut aussi en conclure que l'Europe entre (enfin) « dans le dur » de la transition. Et que, pour surmonter les résistances qui se font jour à présent, les politiques climatiques devront impérativement être plus inclusives : prendre soin des ménages les plus contraints, répartir plus équitablement les efforts. Bref, mettre en place une transition juste.

Thierry Pech,
Directeur général
de Terra Nova



Transition juste : le point de non-retour pour notre planète

La grande majorité d'entre nous s'accordent sur l'urgence de s'attaquer à la crise climatique. Mais les politiques vertes conçues pour accélérer ce processus suscitent de plus en plus de protestations, liées à l'impact potentiel sur leur emploi et leurs conditions de travail. L'Institute for European Policymaking (IEP) joue un rôle clé à cet égard en veillant à ce que ces politiques soient efficaces et équitables pour tous les citoyens.

L'une des principales priorités de l'UE est la transition énergétique juste, qui est sans aucun doute déterminante pour l'avenir de notre planète. L'IEP de l'université Bocconi œuvre sur cette question centrale pour l'Europe en se concentrant sur deux aspects. Le premier concerne les politiques vertes et le second, sous la direction de Catherine De Vries, le soutien populaire à ces politiques climatiques. Une étude récente de l'IEP a par exemple conclu que les dirigeants devraient mieux communiquer sur les avantages d'une transition juste, afin de s'assurer de l'adhésion du public.

L'IEP s'efforce d'influencer les politiques nationales et européennes par le biais de publications et d'événements. Il recourt à diverses approches, notamment la mise en relation de parties prenantes par le biais d'événements publics, de webinaires et de groupes de discussion de haut niveau à Bruxelles, afin d'atteindre les décideurs politiques de l'UE. Les principaux événements organisés à ce jour comprennent des débats sur la dynamique politique des stratégies climatiques, la géopolitique du climat, le rôle des banques centrales, etc. L'IEP, qui mêle des chercheurs de Bocconi et d'autres universités, a démarré ses activités il y a tout juste un an. Mais il a déjà remporté un succès notable, grâce à son [analyse](#) de l'impact de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) américain sur l'industrie européenne. Son document de travail de 2023 a conclu que l'IRA aura probablement un impact limité sur l'UE, voire positif in fine. Cela devrait rassurer les décideurs européens.

À l'avenir, l'IEP souhaite étudier davantage les implications de la transition verte pour l'industrie ainsi que pour la politique commerciale de l'UE

Daniel Gros, Directeur de l'Institute for European Policymaking de l'université Bocconi et Catherine De Vries, Professeure de Science politique à l'université Bocconi



5	Définitions & grands enjeux
5	Quelle définition pour la transition juste ?
6	Individus : la transition va-t-elle alimenter les inégalités ?
6	Entreprises : le modèle régénératif comme moteur de la transition juste
7	Energie, agriculture, construction : la nécessité d'une transition juste sectorielle
8	Résultats clés
8	La transition cristallise de nombreux enjeux
10	Individus - Les Européens ne tranchent pas entre fin du monde et fin du mois
10	Les crises multiples n'ont pas éclipsé l'urgence écologique
11	La taxation des carburants divise les Européens
11	Investir dans des entreprises à impact environnemental et social positif
12	L'adhésion populaire, prérequis de la transition verte
12	Les Français plus aisés davantage inquiets pour le climat et prêts à agir
13	Redistribution et justice climatique, rouages d'une transition juste ?
14	Soutenir les individus et petites entreprises fragilisées par les ZFE
14	Les Espagnols font pleine confiance au secteur énergétique pour réussir la transition
15	Des Turcs entre vulnérabilité et optimisme face à la crise climatique
16	Entreprises - Rendre la transition plus accessible
16	Consommateurs : chaque détail compte !
16	Rendre la transition durable accessible au plus grand nombre
17	Favoriser l'inclusion à travers le monde
17	Upway : démocratiser la mobilité électrique
17	Beem Energy : simplifier l'accès à l'énergie solaire
18	Mobilité : l'acceptabilité sociale au centre de la transition
18	Transition juste : un avenir et des rendements durables
19	Le secteur de l'énergie au centre de la transition
20	Renforcer les compétences pour ne laisser personne de côté
21	Les PME doivent reprendre le contrôle de leur énergie
22	L'immobilier entre risque et opportunité
23	La transition juste, un enjeu immobilier
23	Les avantages écologiques et sociaux de la location immobilière avec option d'achat
24	L'inquiétude gagne les agriculteurs
25	Aider les agriculteurs à atteindre les objectifs climatiques
26	Accompagner le changement de modèle agroalimentaire
26	Transition raisonnée vers une agriculture verte et numérique
27	Pouvoirs publics - Perspectives des fédérations européennes
27	L'adoption de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB)
27	Une transition juste pour les agriculteurs et les coopératives agricoles
28	Soutenir et financer la transition juste
28	Transition juste : les initiatives de l'UE poussent à agir
28	La finance durable place les plus vulnérables au centre de la transition
29	Géopolitique - Engagements climatiques internationaux et transition juste
29	Capitaliser sur les engagements climatiques
30	La coopération indispensable à une transition énergétique juste
30	Les partenariats au cœur de la transition juste
31	Colophon et sources
32	Les stratégies clés du secteur financier pour faciliter une transition juste



Quelle définition pour la transition juste ?

Le concept né outre-Atlantique au XX^{ème} siècle peut recouvrir différentes acceptions qu'il est nécessaire de préciser.



BNP PARIBAS

BNP Paribas est aligné sur les définitions d'une transition juste produites par l'OIT en 2015 et par la coalition B4IG en 2021.

Pour l'OIT : « Une transition juste pour tous vers une économie durable du point de vue de l'environnement (...) doit être bien gérée et contribuer aux objectifs de travail décent pour tous, d'inclusion sociale et d'élimination de la pauvreté. (...) Une transition juste promeut des économies durables et inclusives, en créant des opportunités de travail décent, en réduisant les inégalités et en ne laissant personne de côté. Une transition juste implique de maximiser les opportunités sociales et économiques de l'action climatique et environnementale, y compris un environnement favorable aux entreprises durables, tout en minimisant et en gérant soigneusement les défis associés. »

« La vision de l'OIT concernant la transition juste est un pont entre notre situation actuelle et un avenir où tous les emplois sont verts et décents, où la pauvreté est éradiquée et où les communautés sont prospères et résilientes. Plus précisément, il s'agit d'une approche systémique et globale de la durabilité. Elle comprend à la fois des mesures visant à réduire l'impact des pertes d'emploi et de

la désindustrialisation sur les travailleurs et les communautés, et des mesures visant à créer de nouveaux emplois verts et décents, des secteurs et des communautés en bonne santé. Elle vise à traiter conjointement les questions environnementales, sociales et économiques. »

Selon la coalition B4IG, « Le changement climatique et, par conséquent, les stratégies et politiques en la matière peuvent avoir des répercussions sociales majeures. Nous pouvons y faire face si nous prenons collectivement les mesures nécessaires pour soutenir la transition juste, en plaçant les personnes au cœur de l'action climatique et en convergeant vers des indicateurs communs qui jetteront les bases d'une approche partagée avec toutes les parties prenantes. (...) Les entreprises ont un rôle central à jouer pour s'assurer que les défis sociaux de la transition sont relevés, en s'associant aux gouvernements, aux partenaires sociaux, aux fournisseurs, aux autres parties prenantes, et en prenant des mesures pour intégrer correctement l'impact social de leurs stratégies de transition écologique dans les politiques et les actions de l'entreprise. Les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes doivent veiller collectivement à ce que personne ne soit laissé pour compte. »

Évolution du concept de transition juste

Apparu dans les milieux syndicaux et universitaires, le concept de transition juste a évolué jusqu'à sa mise en œuvre par les entreprises.



Des ménages et PME inquiets des répercussions potentielles de la transition

Entre les conséquences du changement climatique et les répercussions de la transition, tous les acteurs doivent se mobiliser pour la rendre plus juste.

Individus : la transition va-t-elle alimenter les inégalités ?

par **Brice Teinturier**, Directeur général délégué chez Ipsos



Les effets du réchauffement climatique demeurent une préoccupation majeure, mais de plus en plus de citoyens estiment que la transition va creuser les inégalités.

Alors que la lutte contre le réchauffement climatique reste la grande affaire de ce siècle, la deuxième vague de l'Observatoire de la transition juste mis en place par BNP Paribas et réalisé par Ipsos dans 11 pays (Europe et Turquie cette année) apporte de précieux enseignements sur l'état d'esprit de la population et son évolution. Premier enseignement majeur, l'inquiétude vis-à-vis du changement climatique et de ses conséquences reste élevée. 70% des Européens (-2 points par rapport à l'an dernier) se déclarent anxieux en pensant à ce problème et à ses conséquences. Cette préoccupation est majoritaire dans tous les pays. Elle culmine à 93% en Turquie et trouve son point le plus bas en Allemagne à 55%, la France se situant plutôt dans la moyenne supérieure (71%).

Au vu de l'actualité, d'autres enjeux majeurs, comme le pouvoir d'achat et la situation internationale, auraient pu écraser la question environnementale. Ce n'est pas le cas, même si ces deux sujets sont en tête des préoccupations. L'invasion de l'Ukraine et le conflit à Gaza ont fait de la situation internationale le deuxième motif d'inquiétude des Européens, supplantant les effets du réchauffement climatique.

Mauvaise nouvelle toutefois, une certaine lassitude apparaît : dans tous les pays, et particulièrement en France, les résultats sont en baisse, notamment sur les questions relatives à l'implication personnelle des individus. La baisse se situe entre 2 et 5 points, il s'agit donc d'une érosion et non d'un effondrement, mais elle est réelle. Les sondés sont notamment moins enclins que l'an dernier à limiter leurs déplacements en voiture ou en avion (-5 points), changer leur mode de chauffage (-4) ou diminuer leur consommation de viande (-3), trois postes pourtant essentiels. Les mesures coercitives comme l'interdiction des voitures au diesel (-3 points), l'augmentation des taxes sur l'essence et le diesel (-4) ou l'interdiction de vols pour des destinations à moins de 3 heures de train (-3) suscitent aussi une plus grande réticence. Derrière cette lassitude, il n'y a pas que la question du pouvoir d'achat ou le refus de voir sa liberté individuelle entravée. Les efforts pour lutter contre le réchauffement climatique sont de plus en plus perçus comme une machine à alimenter les inégalités. 72% estiment qu'ils vont générer des inégalités entre les catégories aisées et les plus modestes, un résultat en hausse de 4 points ; 71% (+2) entre ceux qui sont obligés de prendre leur voiture et ceux qui peuvent faire autrement ; 67% (+5) entre les pays. Le problème est donc sociétal et mondial. Il est celui de la transition juste.

Entreprises : le modèle régénératif comme moteur de la transition juste

par **Arnaud Algrin**, Head of Low-Carbon Transition for MidCaps & SMEs initiative, BNP Paribas et **Aymeric Olibet**, Sustainable Business Advisor, BNP Paribas Fortis



En contribuant à repérer les dégâts causés à l'environnement et à la société, les entreprises qui s'inscrivent dans la mouvance « régénérative » peuvent jouer un rôle clé dans la transition vers un modèle économique juste et durable.

Le concept de « régénération écologique » découle de la définition des neuf limites planétaires de Johan Rockström et ses collègues du Stockholm Resilience Institute, en 2009. Ces neuf processus biophysiques identifiés régulent la stabilité de notre planète et les franchir durablement remet en cause notre survie en tant qu'espèce. Or, six de ces neuf limites sont aujourd'hui franchies. Une conclusion s'impose : nous devons changer de paradigme pour préserver une planète habitable.

Partant de ce constat, le modèle régénératif – inspiré de la permaculture, né dans les années 70 en Australie – vise à créer des systèmes économiques qui créent de la valeur marchande tout en restaurant les écosystèmes et en régénérant les ressources naturelles. Il engendre ainsi des externalités positives, ce qui en fait un modèle plus ambitieux et disruptif que la durabilité, qui se contente de limiter les externalités négatives.

Dans cette logique, appliquer ce modèle aux entreprises permet alors de placer les questions de transition juste au cœur des stratégies. Pour des secteurs dont l'activité est proche du vivant, comme l'agriculture ou le textile, le concept régénératif est déjà relativement mature. De plus en plus d'acteurs économiques adoptent ses principes, ayant bien compris leur intérêt d'investir dans le capital naturel afin d'assurer la pérennité de leurs activités. Pour les autres secteurs, une analyse de la chaîne de valeur doit être réalisée afin de retrouver les différentes connexions avec le vivant – la majorité des activités en sont indirectement dépendantes.

Un tel modèle ne peut se concevoir sans une forte intégration des écosystèmes, à la fois sur le plan écologique et social. Dans le modèle régénératif, les acteurs économiques créent en effet de la valeur localement, et de façon holistique, pour toutes les parties prenantes. En contribuant ainsi à préserver un accès équitable aux ressources, l'économie régénérative est un puissant vecteur de justice et de cohésion sociale.



Energie, agriculture, construction : la nécessité d'une transition juste sectorielle



L'étude de cette année met en lumière les besoins et les attentes des PME de trois secteurs clés pour une transition juste : l'agriculture, l'énergie et l'immobilier.

Le choix de ces trois secteurs n'est pas le fruit du hasard. L'agriculture, l'immobilier et l'énergie sont responsables d'au moins 60% des émissions de CO₂ en Europe et ont également un rôle clé à jouer sur le plan social. Ils représentent aussi plusieurs millions d'emplois qui seront directement ou indirectement affectés par la transition énergétique.

L'intégration des PME de ces secteurs dans le cadre de l'édition 2024 de notre observatoire permet de mieux appréhender et d'anticiper leurs besoins futurs afin de limiter les effets négatifs potentiels de la transition énergétique, en particulier l'impact social. Cela met également en lumière l'état d'esprit des entreprises qui évoluent au cœur des chaînes d'approvisionnement.

Trois piliers sont considérés comme prioritaires par les cadre-dirigeants des PME européennes en vue d'assurer une transition juste :



SOUTIEN FINANCIER ET POLITIQUES STABLES (≈75%)

Pour mettre en œuvre une transition énergétique juste, les responsables de PME souhaitent que les particuliers ainsi que les entreprises soient **soutenus financièrement** par le biais de multiples outils.

Les **subventions, avantages fiscaux** et **solutions de financement abordables** arrivent en tête. L'octroi de subventions aux entreprises adoptant des pratiques durables et d'exonérations fiscales aux entreprises investissant dans les technologies propres auraient certainement un impact favorable. Il est également important de libérer l'accès à des financements pour les projets durables.

Les politiques ont un rôle important à jouer au travers de la fiscalité et en assurant un cadre réglementaire stable pour permettre aux entreprises de développer des plans d'investissement à long terme. Une simplification administrative pour les permis et autorisations serait également utile.



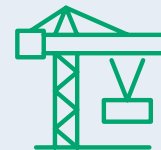
ÉQUITÉ SOCIALE ET COLLABORATION (≈65%)

Il est essentiel de protéger les populations les plus vulnérables. Ce qui implique d'éviter de lourdes factures énergétiques aux ménages à faibles revenus, de soutenir les travailleurs dans les industries en transition, et de s'assurer que tout le monde aie un accès facile aux solutions durables.

Ces solutions incluent aussi des formations pour les travailleurs des secteurs carbonés, afin de leur donner l'opportunité de s'adapter.

La clé de l'équité et de l'inclusion sociales réside dans la collaboration,

au niveau local, national et international. Les populations locales peuvent par exemple être impliquées dans la planification des projets de construction durable, car ceux-ci auront un impact direct sur leur vie. La coopération internationale, le partage des connaissances et un plan de développement technologique commun sont également nécessaires.



DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES (≈50%)

Tous les secteurs, de la construction à l'agriculture en passant par l'énergie, ont besoin de nouvelles infrastructures dans le cadre de la transition énergétique. Cela inclut la modernisation des réseaux énergétiques, le développement de systèmes de gestion de l'eau pour les agriculteurs et la construction de centrales photovoltaïques ou de parcs éoliens.

Ces infrastructures devraient bénéficier à la fois aux professionnels et au reste de la population.

Il est donc nécessaire de poursuivre la recherche et le développement de technologies propres et durables pour assurer une transition énergétique juste.



La transition cristallise de nombreux enjeux

En un coup d'œil, retrouvez les principaux résultats de notre Observatoire de la transition juste 2024.

Méthodologie de l'enquête auprès du grand public

• Les répondants ont été interrogés **par Internet** via le panel online d'Ipsos entre le 1^{er} mars et le 2 avril 2024

• Au total, **10.424 personnes** de 16 ans et plus ont été sondées dans les 11 pays du périmètre de l'étude

• La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** (sexe, âge, type de commune, catégorie socioprofessionnelle)



Principales préoccupations des Européens

LA SITUATION INTERNATIONALE



LE POUVOIR D'ACHAT



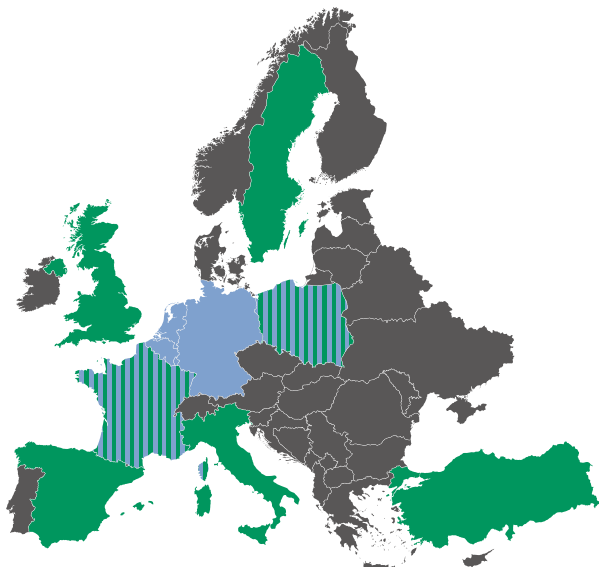
LES EFFETS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



Derrière ces trois préoccupations principales, les répondants citent également **10 autres préoccupations** dont l'avenir des services publics et le niveau d'insécurité.

Fin du monde ou fin du mois : quelle priorité ?

Répartition des pays suivant la réponse la plus donnée



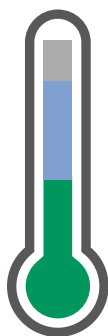
■ Lutter contre le réchauffement climatique, même si cela peut affecter votre qualité et votre confort de vie

■ Protéger votre pouvoir d'achat et votre qualité de vie, quitte à moins lutter contre le réchauffement climatique

■ Proportion identique pour les deux priorités

■ Pays non-interrogés

Baromètre niveau global



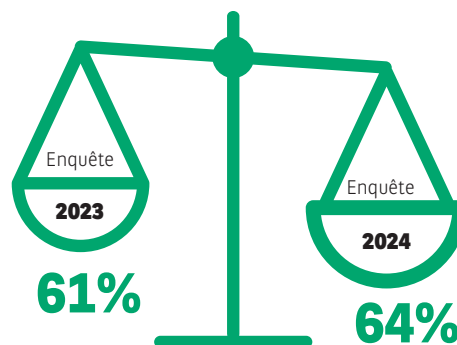
14%
Ne se prononce pas

38%
Protection du pouvoir d'achat

48%
Lutte contre le réchauffement climatique

Transition énergétique et inégalités sociales

Part des répondants estimant que la lutte contre le changement climatique va générer des inégalités sociales



Les acteurs clés de la transition énergétique

Part des répondants estimant que cet acteur agit dans le cadre de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique (évolution par rapport à l'enquête de 2023)

LES SCIENTIFIQUES
=



67%

LES ENTREPRISES DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE
+10%



53%

L'UNION EUROPÉENNE
+2%



53%

Podium parmi 19 acteurs/institutions testés



CONSULTEZ LE RAPPORT
COMPLET ICI



Actions individuelles mises en œuvre pour lutter contre le réchauffement climatique

■ Part de répondants affirmant avoir adopté ces comportements au cours des dernières années

■ Évolution par rapport au sondage de 2023



TRANSPORT MOBILITÉ

Limiter vos déplacements en voiture 60% -5%

Davantage prendre le vélo ou les transports en commun 60% =

Limiter vos déplacements en avion 51% -5%

Changer pour un véhicule électrique 31% -2%



LOGEMENT ÉNERGIE

Limiter le chauffage et/ou la climatisation dans votre logement 77% -3%

Mieux isoler votre logement 55% -3%

Changer votre mode de chauffage/de source d'énergie 49% -4%



CONSOMMATION DU QUOTIDIEN

Acheter de produits de seconde main ou en (faire) réparer 63% +5%

Éviter d'acheter des produits fabriqués dans des pays lointains 58% -1%

Diminuer ou arrêter votre consommation de viande 50% -3%

La transition juste, un enjeu électoral

80%



Part des répondants des pays de l'UE estimant que la transition juste est un sujet important en vue des prochaines élections européennes.

Méthodologie de l'enquête auprès des PME

- 406 entreprises de six pays ont été sondées
- PME de maximum 250 salariés
- 202 entreprises du secteur de l'énergie (pétrole et gaz, électricité)
- 100 PME du secteur de la construction (code NACE F)
- 104 exploitations agricoles (code NACE A)



Impact de la transition énergétique sur les PME

L'APPLICATION DE MESURES EN LIEN AVEC LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RISQUE D'IMPACTER LA RENTABILITÉ DE MON ENTREPRISE

d'accord ✓ 78%

pas d'accord ✗ 21%

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE VA M'OBLIGER À PROPOSER DES FORMATIONS SPÉCIFIQUES AUX SALARIÉS

d'accord ✓ 66%

pas d'accord ✗ 29%

LES NORMES ET RÉGLEMENTATIONS ENGENDRÉES PAR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SONT CONTRAIGNANTES POUR MON ENTREPRISE

d'accord ✓ 48%

pas d'accord ✗ 47%

Principales préoccupations des PME

LES MARGES ET LA RENTABILITÉ



2

33%

LE COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DE L'ÉNERGIE



1

48%

ÉNERGIE ET TRANSITION ENVIRONNEMENTALE



3

23%

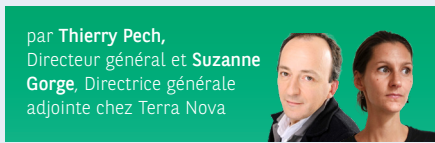


Les Européens ne tranchent pas entre fin du monde et fin du mois

Le changement climatique préoccupe les Européens qui s'inquiètent toutefois également de l'évolution de leur pouvoir d'achat et de la situation géopolitique actuelle.



Les crises multiples n'ont pas éclipsé l'urgence écologique



par **Thierry Pech**,
Directeur général et **Suzanne Gorge**,
Directrice générale
adjointe chez Terra Nova

La deuxième vague de l'enquête « Transition juste » confirme le haut niveau de sensibilité de l'opinion européenne à la question climatique.

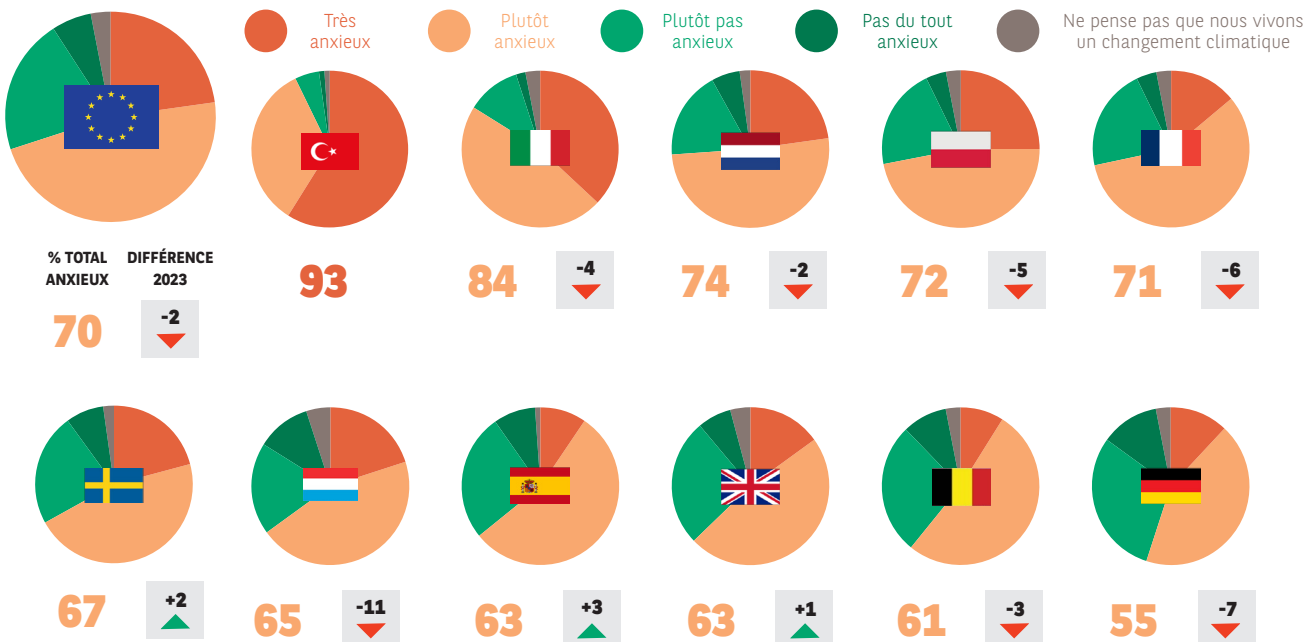
En dépit d'inquiétudes croissantes sur la situation internationale et le pouvoir d'achat, les effets du changement climatique demeurent en effet parmi les trois principales préoccupations des Européens. Pour la première fois peut-être, la question écologique n'est pas « écrasée » par la survenue d'autres crises : plus des deux tiers des Européens se déclarent toujours très ou assez anxieux à ce sujet et plus de la moitié d'entre eux se disent personnellement touchés par les effets du changement climatique.

Il reste que cette vague 2024 met également en exergue un tassement de l'anxiété climatique par rapport à l'édition 2023. Celle-ci recule dans tous les pays à l'exception de la Suède, du Royaume-Uni et de l'Espagne : -4 points en Italie (84%), -5 en Pologne (72%), -6 en France (71%) et même -7 en Allemagne (55%). De même, la part des individus qui se sentent personnellement touchés

(« beaucoup » ou « un peu ») est en net repli dans la plupart des pays observés : -4 points en Italie, -5 en France et en Allemagne, -6 en Pologne et aux Pays-Bas...

Ces tendances peuvent être liées à différents facteurs. Le premier d'entre eux est que la première vague de l'enquête était sans doute fortement marquée par la multiplication des épisodes catastrophiques qui ont émaillé la seconde moitié de 2022, qualifiée « d'année de tous les extrêmes » par le programme Copernicus. Le deuxième est que, même si la crise internationale et le ralentissement économique n'ont pas balayé la question écologique, ils ont certainement contribué à aiguïser d'autres motifs d'inquiétude qui rivalisent dans les esprits avec l'urgence climatique comme le montrent d'autres résultats de l'enquête. Enfin, il n'est pas impossible que le *backlash* écolosceptique alimenté partout en Europe par les forces politiques populistes ait nourri chez certains un rebond de l'esprit de dénégation. À la lumière de ces différents éléments de contexte, la résistance de la sensibilité au péril climatique n'en apparaît que plus remarquable.

7 Européens sur 10 se sentent anxieux au sujet du changement climatique





La taxation des carburants divise les Européens

par Estelle Chandèze, Directrice adjointe Corporate Reputation chez Ipsos et Margaux Schmitt, Chargée d'études senior Corporate Reputation chez Ipsos



À l'origine du mouvement des gilets jaunes en France, les taxes sur les carburants restent un sujet de crispation dans l'opinion publique.

Les résultats de notre deuxième vague de l'Observatoire de la transition juste montrent que les résistances à l'égard de certaines mesures potentielles dans le cadre de la transition énergétique augmentent dans plusieurs pays. En particulier celles qui peuvent affecter les transports et la mobilité des individus. En effet, la proportion de citoyens qui jugent la taxation des carburants comme « pas efficace » dans la lutte contre le changement climatique progresse de 4 points pour s'établir à 41%. Dans le détail, les hausses les plus fortes sont observées en Allemagne (47%, +8), en Italie (46%, +8) et aux Pays-Bas (39%, +4). En France, la proportion reste stable avec 48% de la population jugeant cette taxation inefficace (-1) alors que le pays affichait déjà le score le plus haut du périmètre l'an dernier. Globalement, les revendications déjà portées par les gilets jaunes à l'époque sont plus que jamais perçues comme légitimes (68%, +10).

Cette question cristallise également les clivages au sein de la population, en premier lieu générationnel : près de la moitié des Européens de 55 ans et plus pensent que la taxation des carburants ne serait pas efficace (47%) contre un tiers seulement des moins de 35 ans (35%). Sans surprise, cette mesure est également davantage perçue comme inefficace par ceux qui dépendent fortement de leur voiture en milieu rural (51%, +7) par rapport aux habitants des grandes villes (38%, +1). La fracture territoriale est encore plus marquée cette année entre ceux qui sont obligés d'utiliser leur voiture pour se déplacer et les autres, cette mesure risquant d'accroître la précarité des uns, sans offrir pour autant d'alternatives viables pour leurs déplacements quotidiens et professionnels. Plus globalement, les individus qui s'attendent à ce que la transition énergétique ait des effets délétères (fragmenter davantage la société, détruire des emplois, générer des inégalités sociales) sont bien plus nombreux à juger ces taxes inefficaces dans la lutte contre le changement climatique. Ce clivage, tout comme de nombreux autres au sein des populations, montre que la transition juste est un sujet plus que jamais d'actualité, qui émergera sans doute très prochainement lors des élections européennes de juin 2024. Les citoyens le reconnaissent d'ailleurs déjà : quatre Européens sur cinq (80%) déclarent qu'il s'agit d'un sujet important pour eux dans le cadre de cette élection, près d'un tiers le jugeant « très important » (29%).



Investir dans des entreprises à impact environnemental et social positif

par Maha Keramane, Responsable de l'Accélérateur d'Entreprises à Impact Positif, RSE Groupe, BNP Paribas



Il est impossible aujourd'hui d'ignorer l'urgence climatique et le monde de l'investissement ne fait pas exception, en démultipliant les financements liés à la transition écologique. En revanche, la dimension sociale est beaucoup moins intégrée, malgré les alertes répétées sur la montée des inégalités.

Pour être acceptable, la transition écologique doit être juste, c'est-à-dire accessible et abordable, notamment aux plus vulnérables. Comment, alors, intégrer une justice sociale dans cette transition, qui d'ailleurs ne concerne pas exclusivement les énergies, mais également la mobilité, l'agriculture, et le logement ? Autant de secteurs dans lesquels les modes de production et les compétences sont amenés à changer, rendant obsolètes les compétences d'un grand nombre de personnes. En tant qu'investisseur à impact, BNP Paribas cherche en priorité des entreprises dont l'objectif principal est de générer un double impact positif sur l'inclusion sociale et l'environnement. De ce fait, lorsque l'entreprise considérée œuvre sur la transition écologique, les enjeux de la transition juste deviennent centraux. Cela englobe notamment l'accompagnement des collaborateurs dans une reconversion professionnelle, l'association des communautés locales à la conception et à la redistribution des revenus dans les cas de projets de restauration du capital naturel, la protection des clients face à la précarité énergétique...

Investir dans des solutions vertueuses pour la transition qui sont aussi accessibles et abordables, notamment pour les plus démunis, consiste souvent à investir dans la recherche et l'innovation pour détecter de nouveaux leviers de création de valeur sociétale et de croissance inclusive. Favorisant le développement des territoires, Ecov illustre l'application du concept de transition juste au secteur de la mobilité. Cet opérateur de mobilité dans des zones peu denses et non couvertes par des services publics, propose des solutions de covoiturage et permet donc une mobilité accessible, abordable et durable. Ecov agit en partenariat avec les collectivités locales et tente de répondre à ce besoin de mobilité dans les zones excentrées ou rurales. Plus de mobilité signifie un meilleur accès à l'emploi et une meilleure sociabilisation. Anticiper les différents problèmes sociaux susceptibles d'affecter les activités économiques et évaluer les progrès réalisés du point de vue de la performance financière, environnementale et sociale, est au cœur de la démarche d'investissement à impact de BNP Paribas. Ce qui permet également de démontrer que les trois vont de pair et sont étroitement corrélés.





L'adhésion populaire, prérequis de la transition verte

par Catherine De Vries,
Professeur de Science politique
à l'université Bocconi



Des politiques vertes sont mises en œuvre dans de nombreux pays afin de lutter contre le changement climatique. Mais divers groupes expriment leurs inquiétudes quant à l'impact de ces initiatives sur leur vie, leur emploi et leurs revenus, en phase avec les partis populistes.

La transition écologique est en cours, impliquant de nombreux efforts pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique. La société dans son ensemble a accepté cette nécessité de vivre de manière plus durable. Mais une minorité s'oppose de plus en plus à l'agenda politique vert, se faisant souvent l'écho des partis populistes de droite.

Cette tendance inquiétante a été mise en évidence par des chercheurs de l'université Bocconi dans une étude sur les implications des politiques vertes (*Climate Change and Politics: Green Backlash and Right-Wing Populism, 2024*). Ils soulignent l'existence d'une contestation de ces politiques dans certaines régions en Europe et en Amérique du Nord. Les exemples incluent l'opposition locale aux éoliennes, les protestations contre les pertes d'emplois dans l'industrie minière et les contestations des restrictions imposées par les villes sur les véhicules polluants.

Récemment, des milliers d'agriculteurs européens ont également manifesté pour se plaindre des politiques vertes qui, selon eux, entament leurs moyens de subsistance. En réponse, la Commission européenne a édulcoré certaines politiques vertes essentielles.

Les partis populistes ont clairement contribué à affaiblir le soutien du public aux politiques vertes ambitieuses. Ces partis sont traditionnellement sceptiques quant aux avantages supposés de l'action climatique. Leur position anti-élite séduit aussi les électeurs qui se sentent abandonnés par les autorités et les scientifiques dans la course à une plus grande durabilité.

Le succès de la transition verte à long terme passera par une large adhésion des élites politiques et économiques, ainsi que par celle du grand public. Les dirigeants devraient parler davantage des aspects sociaux liés à la transition juste, en rassurant les citoyens sur l'impact des politiques environnementales. Pour les personnes affectées par la transition, il convient notamment de mettre en place des systèmes de compensation, qui ont déjà fait leurs preuves.



Les Français plus aisés davantage inquiets pour le climat et prêts à agir

par Vanessa Bouquillion, Responsable
Engagement BNP Paribas Banque
privée France et banquière privée
pour les fondations et associations



Les effets du réchauffement climatique sont la principale préoccupation des Français aux plus hauts revenus (revenus annuels supérieurs à 48.000 euros).

Alors que les ménages français les plus aisés émettent en moyenne **2,2 fois plus de CO₂**, ils se sentent aussi plus concernés par le réchauffement climatique. Ainsi, 75% se disent anxieux à ce sujet. Moins affectés par l'inflation, ils sont aussi 53% à faire de la lutte contre le réchauffement climatique leur priorité (contre 46% pour le reste de la population).

« 82% DES FRANÇAIS AISÉS ESTIMENT QUE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE VA ACCENTUER LES INÉGALITÉS. »

À l'instar de l'ensemble des Français et dans une proportion plus large encore, les plus aisés favorisent les mesures incitatives comme les aides financières à l'achat d'équipement énergétique bas carbone

(86% contre 80%) ou de véhicules électriques (73% contre 62%) ou de vélos électriques (78% contre 69%). Ils sont globalement plus favorables que la moyenne aux actions de lutte contre le réchauffement climatique, y compris les mesures coercitives. Ils sont aussi davantage favorables à une obligation pour les propriétaires de réaliser des travaux de rénovation énergétique (78%) bien que cela les concerne davantage. 82% des Français aisés estiment que la lutte contre le réchauffement climatique va accentuer les inégalités. Mais quel niveau de contrainte sont-ils disposés à accepter ? Sans surprise, ils sont moins favorables à des mesures de redistribution de la richesse qui les feraient contribuer davantage.

Pour autant, conscients de leur empreinte carbone, les Français les plus aisés souscrivent au principe du « pollueur-payeur » qu'ils plébiscitent. Alors que le transport - aérien notamment - représente le premier poste d'émission de leur bilan carbone (enquête Empreinte carbone, Ademe, juillet 2023), ces derniers sont donc prêts à faire leur part. Ils sont ainsi 76% (contre 62% pour le reste de la population) à souhaiter taxer le kérosène pour financer le ferroviaire. Signe d'une évolution des mentalités, 78% d'entre eux (contre 65% en France) plébiscitent aussi l'interdiction des vols vers les destinations accessibles en moins de 3h de train et plus d'un sur deux se dit même favorable à un quota maximal de vols par individu.





Redistribution et justice climatique, rouages d'une transition juste ?

par **Grégoire Lusson**,
Directeur du NEST,
BNP Paribas



Si chacun d'entre nous est responsable de la transition, tout le monde ne possède pas pour autant le même degré de responsabilité. Tel est le message envoyé par les Européens.

La première solution plébiscitée par les Européens pour mettre en place une transition énergétique juste concerne des mesures de redistribution de la richesse en faisant contribuer davantage les plus aisés. Les Allemands, les Belges et les Néerlandais sont les plus sensibles à cette question de redistribution. La deuxième mesure la plus citée vise une meilleure information des citoyens sur les risques et l'impact du changement climatique. Enfin, la nécessité de dispositifs sur mesure prenant en compte les différents niveaux de vulnérabilité climatique et sociale des individus complète le podium.

A contrario, la solution qui séduit le moins les Européens concerne les initiatives prises par les employeurs pour préparer les salariés à la transition énergétique. Cette mesure suscite particulièrement

peu d'adhésion chez les Néerlandais, Belges et Français. Chez les jeunes (moins de 35 ans), les employeurs et les entreprises sont pourtant perçus comme des acteurs centraux. Une majorité d'entre eux plébiscite en effet la promotion des nouveaux métiers créés par la transition énergétique dans les parcours de formation et d'études supérieures. Les jeunes souhaiteraient aussi obliger les entreprises à faire davantage preuve de transparence en évitant le greenwashing. En Europe, les Suédois sont également les plus sensibles à cet item lié à la sincérité des entreprises.

Dans l'ensemble, les notions de redistribution et de justice climatique sont au cœur des solutions plébiscitées par les Européens. Les Français en particulier, qui poussent pour une plus grande redistribution, une meilleure prise en compte de la vulnérabilité et pour un principe plus clair de « pollueur-payeur ». Le choix de ces mesures donne à voir une demande de progressivité dans l'implémentation de la transition, en protégeant les plus vulnérables et en impliquant ceux qui polluent le plus.

Mesures plébiscitées pour une transition énergétique juste

Selon vous, quelles mesures devraient être mises en place pour que la transition énergétique ne laisse personne de côté ?

Plusieurs réponses possibles, trois maximum

	EN % GLOBAL											
		BE	FR	DE	IT	LUX	NL	PL	ES	SE	UK	TR
Des mesures de redistribution de la richesse en faisant contribuer davantage les plus aisés	33%	38	35	43	35	25	37	23	29	33	28	28
Mieux informer les citoyens sur les risques et l'impact potentiel du changement climatique sur leur vie quotidienne	30%	27	27	29	26	35	31	32	27	30	29	41
Des mesures de transition énergétique qui tiennent compte de la vulnérabilité des personnes/groupes	30%	37	31	19	31	30	40	21	37	31	37	15
La promotion des nouveaux métiers créés par la transition énergétique dans les parcours de formation professionnelle et d'études supérieures	29%	25	30	29	32	27	20	32	30	31	29	34
Des mesures de transition énergétique qui prennent en compte le fait que certains individus polluent plus que d'autres	28%	30	33	31	28	20	29	25	26	24	30	23
Inciter les entreprises à faire preuve de davantage de transparence concernant l'impact réel de leurs actions en faveur de l'environnement	27%	24	28	25	26	25	29	27	28	32	29	25
Apprendre aux enfants les enjeux de la transition énergétique à l'école	24%	23	29	25	22	28	23	19	24	21	26	29
Des banques offrant des conditions favorables aux investissements dans la transition énergétique	24%	22	20	21	24	25	17	33	24	24	19	33
Mieux expliquer les initiatives prises par les autorités sur la transition énergétique	18%	17	17	14	15	23	18	25	18	16	18	23
Des initiatives de la part des employeurs pour préparer les salariés à la transition énergétique	13%	10	10	13	12	12	9	18	16	13	15	18





Soutenir les individus et petites entreprises fragilisées par les ZFE

par **Jeremy Daumard**,
Directeur finance durable,
BCEF Retail



En matière de mobilité, les banques disposent d'outils permettant de rendre la transition plus juste pour les TPE.

À la suite du vote de la loi climat et résilience en 2021, toutes les collectivités françaises de plus de 150.000 habitants sont obligées de mettre en place des zones à faibles émissions (ZFE-m) d'ici début 2025. Près de la moitié de la population française vivra dans une ZFE-m. Celles dépassant les seuils de pollution fixés (Lyon et Paris) doivent mettre en place des mesures encore plus fortes, avec l'exclusion de tous les véhicules classés Crit'air 3 et plus à partir du 1er janvier 2025, soit un tiers du parc automobile français. Ces seuils sont appelés à devenir plus restrictifs après 2030 et joueront probablement un rôle d'accélérateur dans la décarbonation des transports.

La mise en place de ces ZFE-m affectera évidemment les particuliers, mais aussi les entrepreneurs qui roulent souvent dans des véhicules anciens et polluants. Dans le cadre d'une transition juste, il est nécessaire de trouver des solutions pour ces personnes comme le démontre une étude récente de l'association [Action Tank Entreprise et Pauvreté](#). En effet, 73% des très petites entreprises (TPE) utilisent des véhicules utilitaires légers à usage professionnel : 64% de ces véhicules sont aujourd'hui classés Crit'air 3 ou plus et seront donc exclus des métropoles de Paris et de Lyon à partir du 1er janvier 2025. Si les professionnels vivant dans ces métropoles n'adoptent pas un véhicule moins polluant, leur activité pourrait être fragilisée.

Les aides au niveau local ou national sont souvent méconnues et peu adaptées à la réalité du terrain. Beaucoup de petits entrepreneurs achètent des véhicules d'occasion pour lesquels il n'existe aucune aide. En outre, les aides sont concentrées sur des véhicules électriques, disponibles en quantités insuffisantes et à des prix encore peu abordables sur le marché de l'utilitaire. Si certains ont la possibilité de se tourner vers de nouvelles formes de mobilité (vélo-cargos), ces solutions ne conviennent pas à tous les usages.

Le secteur bancaire a un rôle clair à jouer afin d'assurer une transition juste pour les TPE, que ce soit par le conseil (connaissance des réglementations ou des aides disponibles) ou par un accompagnement financier via des contrats de location longue durée (LLD), le crédit-bail ou des crédits à taux préférentiel.



Les Espagnols font pleine confiance au secteur énergétique pour réussir la transition

par **Penelope Salas**,
Company Engagement Manager,
BNP Paribas



Les attentes des Espagnols en matière de transition juste sont similaires à celles de leurs voisins européens selon l'Observatoire d'Ipsos et BNP Paribas. Leur vision de la transition est toutefois aussi influencée par la géographie du pays et ses atouts clés tels que l'énergie solaire.

Malgré les récentes vagues de chaleur sur la péninsule ibérique, les Espagnols interrogés se disent moins inquiets des effets du réchauffement climatique. En comparaison avec les citoyens des autres pays sondés, ils se montrent également plus défiants à l'égard des acteurs institutionnels et privés sur leur implication dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les Espagnols sont particulièrement critiques à l'égard des entreprises. A contrario, ils valorisent davantage la communauté scientifique, les établissements d'enseignement et les ONG.

Ils font toutefois davantage confiance aux entreprises du secteur énergétique qui fait figure d'exception. L'Espagne est aujourd'hui une référence en matière d'énergies renouvelables, en grande partie grâce à sa position géographique et à ses richesses naturelles. Comme d'autres pays européens, l'Espagne veut accélérer la transformation de son agriculture, son industrie et ses PME. L'accès aux technologies, ressources et processus de production nécessaires demeure toutefois semé d'embûches.

Les Espagnols aimeraient que les entreprises et institutions en fassent plus pour la transition. Mais ils sont moins enclins à agir individuellement, par exemple en mangeant moins de viande, en achetant des voitures électriques ou en investissant dans des logements économes en énergie.

Ainsi, à l'approche des élections européennes, l'enquête révèle aussi assez logiquement que cette transition juste recouvre une grande importance pour eux.

« LES ESPAGNOLS S'INQUIÈTENT MOINS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE QUE LEURS VOISINS, MAIS SONT DE PLUS EN PLUS FAVORABLES À UNE TRANSITION JUSTE. »





Des Turcs entre vulnérabilité et optimisme face à la crise climatique

par **Berna Özay Düzcü**, Corporate Companies Sales Group Director & Chair of SASECOM (Sustainability and Stakeholder Engagement Committee), BNP Paribas



Le réchauffement climatique est une préoccupation majeure en Turquie, où la population est ouverte au changement.

Comme la plupart des pays méditerranéens, la Turquie est très vulnérable aux effets du changement climatique. Au cours des dernières décennies, le pays a connu des inondations, des vagues de chaleur, des sécheresses, des incendies de forêt et des glissements de terrain de plus en plus fréquents et intenses. Ces catastrophes liées au climat, combinées à la hausse du chômage, ont frappé de plein fouet les personnes les plus vulnérables. La transition juste doit permettre de relever les défis sociaux liés au changement climatique et à la transition rapide vers une économie bas carbone.

La Turquie se trouve dans une position unique en termes de flux d'investissements et de capacité à accélérer la transition et la numérisation. Son économie dynamique bénéficie d'investissements industriels, de la proximité de son principal marché d'exportation, l'Europe, et de la compétitivité de la main-d'œuvre locale. La transition juste créerait des emplois de qualité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, dans des secteurs à forte valeur ajoutée qui stimulent l'amélioration des emplois et des compétences. Elle favoriserait aussi une meilleure productivité dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre qui offrent des possibilités d'emploi à grande échelle.

L'enquête Ipsos menée dans 11 pays offre également des renseignements intéressants. Contrairement à la plupart des autres pays, les effets du réchauffement climatique ne figurent pas parmi les trois principales préoccupations en Turquie. Les problématiques les plus importantes sont le pouvoir d'achat, l'avenir du système scolaire et l'immigration. C'est pourtant bel et bien en Turquie que la plus grande proportion de personnes interrogées se déclarent anxieuses face au changement climatique : 93% contre une moyenne de 70% dans l'ensemble des pays de l'enquête. En outre, 90% des Turcs sondés s'estiment personnellement affectés par le changement climatique. La Turquie se distingue aussi avec la plus forte proportion de répondants (69%) qui choisiraient de lutter contre le réchauffement climatique au détriment de leur pouvoir d'achat et de leur qualité de vie.

Parmi les autres résultats notables, retenons également :

- une plus grande disposition à adopter de nouveaux comportements dans des domaines tels que le changement de sources de chauffage ou d'énergie et le passage à un véhicule électrique ;
- la conviction que la transition juste aurait plus d'effets positifs que négatifs, en particulier sur la mobilité et les transports, le bien-être, l'activité économique, les factures énergétiques et le pouvoir d'achat ;
- la conviction que la transition énergétique va créer des emplois, ressouder la société et les liens sociaux, créer de nouveaux secteurs d'activité et permettre le développement de technologies de lutte contre le réchauffement climatique.

« LA TURQUIE SE TROUVE DANS UNE POSITION UNIQUE EN TERMES DE FLUX D'INVESTISSEMENTS ET DE CAPACITÉ À ACCÉLÉRER LA TRANSITION ET LA NUMÉRISATION. »

Les personnes sondées en Turquie sont également plus confiantes que la moyenne concernant les mesures qui permettraient de réaliser une transition énergétique qui ne laisse personne de côté. Il s'agit notamment de mieux informer les citoyens sur les risques et les répercussions potentiels du changement climatique sur leur vie quotidienne, et de promouvoir de nouveaux métiers créés par la transition énergétique dans les parcours de formation professionnelle et d'études supérieures.

Bien que la Turquie ait des priorités structurellement différentes des autres pays, il est clair que ses habitants ont foi dans la lutte contre le réchauffement de la planète et sont sensibles aux effets du changement climatique et de la transition énergétique.

93%

des Turcs se déclarent anxieux vis-à-vis du réchauffement climatique

49%

des travailleurs turcs envisagent de se reconvertir/former en raison de l'impact de la transition énergétique

#1

Mieux informer les citoyens sur l'impact du changement climatique est la solution la plus plébiscitée par les Turcs pour mettre en place une transition énergétique juste



Rendre la transition plus accessible

Les entreprises se mobilisent pour permettre à chacun d'être acteur de la transition sans en être perdant.



Consommateurs : chaque détail compte !

par **Cécile Moitry**,
Chief Sustainability Officer
Global Banking EMEA,
BNP Paribas CIB



Souvent relégués au second plan, nos comportements d'achat au quotidien ont aussi un impact déterminant en matière de durabilité. Ces petits gestes ont pourtant un impact non négligeable et peuvent contribuer à leur échelle à une transition écologique juste.

Les transports, l'énergie et l'isolation thermique des bâtiments représentent les trois principaux leviers de la transition vers une société neutre en carbone. Mais au-delà des grandes décisions politiques, des solutions nécessitant des investissements importants et de vastes infrastructures, nos habitudes jouent aussi un rôle déterminant. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) fait ainsi explicitement référence à des **changements de comportement des consommateurs** dans son scénario permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Ce qui inclut nos choix de consommation, un thème qui suscite également une grande attention des entreprises. Lors du salon Change-Now fin mars, Nancy Mahon, Chief Sustainability Officer du groupe Estée Lauder, a appelé son auditoire à « comprendre les valeurs des entreprises auprès de qui nous achetons des produits » et à prendre conscience que « nous votons avec notre portefeuille ». Les entreprises intègrent petit à petit cette dimension de transition écologique juste en intégrant davantage les enjeux sociaux liés à la transformation écologique. À l'instar d'Estée Lauder, certaines marques font par exemple le pari d'un choix informé et délibéré des consommateurs pour les orienter vers des produits plus durables. D'autres enseignes ont opté pour une offre durable par défaut. La marque Mustela a même annoncé l'arrêt programmé des lingettes pour bébé jugées incompatibles avec les objectifs de durabilité. Demeure ensuite la question du prix abordable de ces produits plus vertueux, afin qu'ils puissent être rendus disponibles au plus grand nombre, pour in fine maximiser l'impact de cette nouvelle consommation responsable.

L'autre défi concerne l'impact environnemental de l'utilisation des produits et de leur fin de vie (y compris leur emballage). En 2021, Unilever estimait que plus de la moitié de son empreinte carbone totale était liée à l'utilisation de ses produits par le consommateur. Parvenir à inciter les clients à une consommation et une utilisation optimale des produits (y compris en fin de vie) est donc un enjeu de taille. Les exemples récents de condamnation de grands groupes pour pollution plastique signalent très clairement une extension du domaine de la responsabilité des entreprises. Mais cela ne doit pas pour autant éclipser notre rôle de consommateur : *Every little helps* (chaque détail compte).



Rendre la transition durable accessible au plus grand nombre

par **Vincent Sussfeld**, Directeur général adjoint en charge des lignes de métiers internationales, BNP Paribas Personal Finance et **Miruna Senciuc**, Chief Sustainability Officer, BNP Paribas Personal Finance



Pour permettre à chacun d'adopter des solutions plus durables, les acteurs financiers comme BNP Paribas Personal Finance doivent s'entourer de partenaires.

Depuis 2019, BNP Paribas Personal Finance, spécialiste du crédit à la consommation, mesure son encours en finance durable pour deux domaines : la mobilité durable et la transition énergétique des logements. Fin 2023, l'encours total atteignait 8,9 milliards d'euros grâce notamment à de solides partenariats. Ces derniers permettent de développer de nouvelles solutions dans le cadre de l'économie de l'usage et d'atteindre le plus grand nombre.

Mobilité durable

Dans le domaine de la mobilité, la collaboration avec le géant automobile Stellantis permet de soutenir l'acquisition de véhicules propres. Pour que la transition modale demeure réaliste pour tous, il est important de proposer différentes solutions. Outre les voitures électriques, sont également financés, les véhicules hybrides rechargeables émettant moins de 50 g de CO₂ par km, conformément à la taxonomie européenne. Ce type de véhicule répond à la fois à la nécessité de transition et aux besoins spécifiques des ménages, qui ne disposent pas toujours d'infrastructures de recharge et doivent pouvoir continuer à accéder aux centres urbains couverts par des zones à faibles émissions.

Logements économes

En ce qui concerne la transition énergétique des logements, BNP Paribas Personal Finance et EDF ont été précurseurs avec la création de Domofinance dès 2003. L'une des spécificités de Domofinance est de proposer des taux parmi les plus bas du marché grâce à la participation active d'EDF, qui subventionne une partie des prêts en échange des **certificats d'économies d'énergie** générés par les travaux. Ce qui permet de rendre la rénovation énergétique accessible au plus grand nombre. Même si cela ne remplace pas totalement le besoin d'aides publiques comme l'ont confirmé les résultats du deuxième Observatoire de la transition juste.

Inclusion financière

Afin d'accélérer la transition juste, il ne suffit toutefois pas d'amplifier les financements à la mobilité et l'habitat durables. Il est également primordial de mesurer l'impact social de notre portefeuille de crédits. L'un des objectifs prioritaires pour 2024 est ainsi de définir clairement les critères d'inclusion financière afin de pouvoir identifier et suivre les financements en vue de les amplifier dans le cadre d'initiatives sectorielles.



Favoriser l'inclusion à travers le monde

par **Guillaume Hervé**,
Directeur croissance alternative,
BNP Paribas Cardif



C. Entrepreneurs investit dans des sociétés qui favorisent un accès démocratique à des biens et services essentiels à une transition juste.

C. Entrepreneurs est un fonds qui investit dans des entreprises jeunes situées dans des régions où BNP Paribas Cardif dispose d'activités d'assurance (Europe, Asie, Amérique latine) et où le taux de pénétration des services financiers est faible. Le fonds acquiert des participations minoritaires dans des sociétés susceptibles de devenir nos partenaires de distribution de produits d'assurance dans un futur proche.

Ainsi, C. Entrepreneurs permet à certaines catégories de clients d'accéder à des produits ou services en lien avec notre métier d'assureur, répondant notamment à notre mission de rendre

l'assurance accessible au plus grand nombre.

Au travers de divers projets, le fonds promeut des initiatives qui permettront de renforcer une transition énergétique plus juste (voir les exemples concrets de Beem Energy et Upway).

« C. ENTREPRENEURS PERMET À CERTAINES CATÉGORIES DE CLIENTS D'ACCÉDER À DES PRODUITS OU SERVICES EN LIEN AVEC NOTRE MÉTIER D'ASSUREUR, RÉPONDANT NOTAMMENT À NOTRE MISSION DE RENDRE L'ASSURANCE ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE. »

Upway : démocratiser la mobilité électrique

Le vélo électrique reconditionné permet de réduire sensiblement le coût de cette nouvelle forme de mobilité.

Un des principaux obstacles à la démocratisation de la mobilité électrique est le coût important d'un vélo. Upway se propose d'offrir une solution plus abordable pour les particuliers en reconditionnant des vélos électriques dans une démarche d'économie circulaire. Upway opère en Europe occidentale (France, Allemagne, Belgique, Autriche, Pays-Bas) et aux États-Unis, et s'inscrit sur un marché de croissance conjoncturelle et structurelle.

Notre investissement dans cette société nous permet de rendre accessible ce type de vélo à une plus large partie de la population, en développant le marché de la seconde main et en réduisant d'environ 40% le coût d'un vélo électrique, promu par les grandes villes ayant une politique de mobilité douce. Un partenariat nous permet également de proposer aux clients d'Upway des produits d'assurance complets pour leur nouveau vélo, afin qu'ils soient couverts contre tous les aléas éventuels.

Beem Energy : simplifier l'accès à l'énergie solaire

En proposant des panneaux solaires à partir de 600 euros, Beem Energy rend tangible le concept de transition juste.

Beem Energy rend l'énergie solaire domestique accessible au plus grand nombre. Alors qu'une installation photovoltaïque traditionnelle coûte au minimum 15.000 euros, cette société française propose de petits panneaux solaires à partir de 600 euros. Ils se branchent sur une prise électrique et peuvent être placés dans un jardin ou sur un balcon.

Ces petits panneaux permettent d'autoalimenter tous les appareils électriques qui tournent en permanence dans la maison (frigorifère, télévision...) en fournissant jusqu'à 25% de la consommation d'un foyer de quatre personnes. Ce qui permet de rendre très concret l'impact d'une installation solaire sur les finances personnelles. Cet investissement répond à un objectif de démocratisation de l'accès à l'autoproduction d'énergie dans le cadre d'une transition juste, tout en nous permettant de proposer des produits d'assurance offrant une large couverture de l'installation.





Mobilité : l'acceptabilité sociale au centre de la transition

par **Basma Ben Romdhane**,
RSE Groupe, BNP Paribas



Les résultats de l'enquête menée par Ipsos cette année démontrent une fois de plus que la transition du secteur de la mobilité, en particulier routière, doit pleinement intégrer la notion de transition juste.

L'accès à la mobilité est un droit fondamental qui doit être défendu dans un contexte de nécessaire transition écologique, y compris au regard des implications en termes de pouvoir d'achat des ménages. L'enquête Ipsos éclaire de façon intéressante l'acceptabilité sociale des mesures environnementales liées à la mobilité. Elle semble indiquer que celles qui affectent le plus le pouvoir d'achat, à l'instar de nouvelles taxes sur l'essence et le diesel, sont perçues comme étant inefficaces sur le plan environnemental. À l'inverse, les mesures relevant du développement des transports en commun, de la multimodalité et de la mobilité douce, solutions a priori moins coûteuses pour les ménages, sont jugées comme efficaces par une large majorité de sondés.

Cela démontre l'importance de la perception de justice sociale en matière d'adhésion à des stratégies de transition écologique. Or la réussite d'une stratégie environnementale repose sur sa pleine mise en œuvre et donc sur son degré d'acceptabilité sociale. Autrement dit, des mesures environnementales jugées comme inefficaces par la population risquent de l'être dans les faits.

Un résultat marquant de cette enquête concerne les mesures déjà mises en place en Europe dans le cadre de la transition énergétique qui, selon 66% des sondés, produiraient plus d'effets négatifs que positifs sur le pouvoir d'achat, une proportion qui a augmenté de 32 points par rapport à l'année passée. Ceci souligne le coût grandissant de la transition pour les ménages et la défiance que cela engendre. En ce qui concerne la mobilité, 71% des sondés estiment que la lutte contre le changement climatique génère des injustices et inégalités sociales entre ceux qui sont obligés de prendre leur voiture et ceux qui peuvent faire autrement. Guère étonnant, compte tenu du fait que pour l'heure, une voiture électrique neuve est en moyenne 30% plus chère que son équivalent thermique.

La réussite de la transition de la mobilité routière en Europe exigera donc, au-delà de l'électrification du parc automobile, de repenser les systèmes de transports, les besoins, les usages. Cela nécessitera de développer des solutions innovantes permettant d'assurer à tous le droit à la mobilité, une mobilité nécessairement propre.

Transition juste : un avenir et des rendements durables

par **Sindhu Janakiram**,
Responsable égalité et analyste
ESG chez BNP Paribas Asset
Management



Atteindre la neutralité carbone nécessite tant une transition énergétique efficace qu'une plus grande égalité dans nos sociétés.

La transition vers une société décarbonée exige non seulement des changements économiques à grande échelle, mais aussi une profonde transformation sociétale. Notre stratégie globale de durabilité souligne notre conviction qu'un modèle économique optimal repose sur les « 3 E » : une transition énergétique réussie, des écosystèmes sains et une plus grande égalité dans nos sociétés. Notre stratégie Just Transition (JT) se situe au carrefour de deux des 3 E – l'énergie et l'égalité – et constitue un prisme à travers lequel nous évaluons les risques sociaux et environnementaux systémiques qui sont autant de défis à long terme pour la société et les investisseurs. La plupart des investisseurs n'ont pas encore pris conscience des risques sociaux de la transition énergétique. C'est pourquoi nous œuvrons à développer les connaissances à ce sujet et à faire évoluer les points de vue grâce à notre participation active aux groupes de travail du secteur. Par exemple, nous avons rejoint la coalition Transition juste de [L'AFG](#), l'Association française de la gestion financière, pour conseiller les investisseurs sur les bonnes pratiques réglementaires en matière d'évaluation de la transition climatique.

En tant que gestionnaires de capitaux, nous comprenons qu'il est impératif d'intégrer la transition juste dans nos politiques d'engagement auprès des entreprises. Le récent lancement du fonds [Net Zero Transition Fund](#) illustre cette volonté : la transition juste occupe une place centrale dans notre stratégie d'engagement auprès des entreprises de notre portefeuille pour une transition climatique durable. Notre approche est centrée sur l'atténuation des risques sociaux des plans de transition pour les travailleurs et les communautés.

La collaboration est au cœur de nos engagements, tout particulièrement dans les marchés émergents. Nous menons le groupe de travail Transition juste de la China Climate Engagement Initiative et participons activement à l'Asia Investor Group on Climate Change's Asia Utilities Engagement Program. Concernant cette dernière initiative, nous sommes coresponsables de l'engagement avec le groupe CLP, l'un des principaux fournisseurs d'électricité de la région Asie-Pacifique, afin de nous assurer que la transition juste soit au cœur de leur stratégie de décarbonisation. Nous avons récemment collaboré avec EnergyAustralia, une filiale de CLP, pour veiller à ce que les principes de la transition juste soient intégrés dans le cadre de la fermeture de la plus ancienne centrale électrique au charbon d'Australie en 2028. Cela démontre que la transition juste n'est pas simplement une réflexion théorique, mais un impératif pratique dans le cadre du financement de la transition énergétique. En adoptant cette philosophie, nous ouvrons la voie à une prospérité économique plus équitable et respectueuse de l'environnement.



Le secteur de l'énergie au centre de la transition

Les PME du secteur de l'énergie, englobant les hydrocarbures et l'électricité, redoutent certaines répercussions de la transition sur leur activité. Beaucoup d'entre elles entrevoient aussi un champ d'opportunités.

Implication des acteurs de la transition énergétique

Ces acteurs prennent-ils suffisamment de mesures pour soutenir la transition énergétique et lutter contre le réchauffement climatique ?

Réponse des PME du secteur de l'énergie

LES ENTREPRISES DE VOTRE SECTEUR

57%



Faisabilité de la transition énergétique

ESTIMEZ-VOUS QUE L'OBJECTIF DE L'UE D'ATTEINDRE UNE PART DE 42,5% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, D'ICI 2030, DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE EUROPÉEN, EST FACILEMENT RÉALISABLE ?



16%

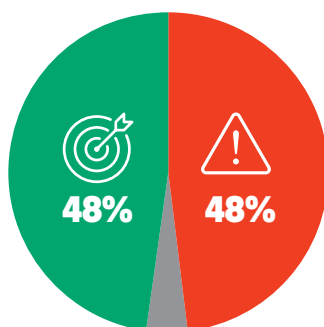


84%

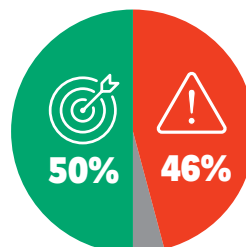
Transition énergétique : menace ou opportunité ?

- OPPORTUNITÉ
- MENACE
- NE SE PRONONCE PAS

ENSEMBLE DES 3 SECTEURS



SECTEUR DE L'ÉNERGIE



69%

DES PME DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE ESTIMENT QUE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE LES OBLIGERA À PROPOSER DES FORMATIONS SPÉCIFIQUES À LEURS COLLABORATEURS

par Céleste Allard, Experts Coordinator, NEST, BNP Paribas

Le secteur de l'énergie partagé face à la transition

Au cœur de la transition écologique et sociale que l'Europe s'engage à mener, le secteur de l'énergie est conscient de son rôle crucial.

Historiquement émetteur de gaz à effet de serre, le secteur de l'énergie est aussi porteur d'innovations pour un avenir décarboné. Sur le plan social, la même dualité s'impose avec la disparition d'emplois dans les industries fossiles et, en parallèle, la création de nouveaux dans les domaines des énergies renouvelables ou de l'efficacité énergétique.

Les PME du secteur font ainsi face à une multitude de défis : la mutation de leur modèle, des réglementations en constante évolution, l'adaptation face à un nouveau marché énergétique,

ou encore l'indépendance énergétique. Pour les relever, elles devront réaliser de nouveaux investissements en pariant sur de nouvelles technologies et en développant les compétences nécessaires pour leur avenir.

Tous ces changements se reflètent dans l'état d'esprit des dirigeants des PME du secteur. Interrogés sur les opportunités de la transition énergétique, 50% se montrent positifs quand l'autre moitié y voit davantage de menaces. Toutefois, une majorité reconnaît l'implication de l'ensemble du secteur, allant des petites aux grandes entreprises. Ceci témoigne d'une conscientisation largement partagée du secteur de son rôle clé dans la transition énergétique.





Renforcer les compétences pour ne laisser personne de côté

par **Sébastien Soleille**,
Responsable Transition
énergétique et environnement,
BNP Paribas



La transition énergétique nécessite un véritable changement de paradigme : la sobriété énergétique et le renforcement des compétences sont les éléments clés d'une transition juste.

Selon notre enquête, les Européens jugent positivement certaines répercussions de la transition énergétique, en particulier son influence sur la qualité de l'air et la santé (78%) ainsi que sur la qualité de vie et le bien-être (64%). En revanche, 66% considèrent que la transition énergétique aura plus de répercussions négatives que positives sur leur facture d'électricité. Par ailleurs, davantage d'Européens (53%, +3 points) estiment que les entreprises énergétiques sont avantagées par la transition, ce qui ne doit pas éclipser les importants défis attendant le secteur.

Sans surprise, les PME du secteur de l'énergie considèrent que leur secteur a un impact significatif (74%) et agit (57%) dans le cadre de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique. Mais cette transition demeure un véritable défi : 84% des PME sondées dans le secteur de l'énergie estiment que les objectifs fixés par l'UE en matière d'énergies renouvelables (42,5% de la consommation d'énergie totale d'ici 2030) seront difficiles à atteindre.

« LA FORMATION ET LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE (...) SONT DES FACTEURS CLÉS DE SUCCÈS POUR GARANTIR QUE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE SOIENT JUSTES. »

Les avis concernant l'impact de la transition énergétique sur le volume d'emplois et sur la création/destruction de secteurs d'activité sont plutôt équilibrés. Néanmoins, les répondants craignent que la transition énergétique ait plus de répercussions négatives que positives sur l'activité

économique dans leur secteur (62%) et pour leur entreprise (65%), ainsi que sur l'emploi dans leur secteur (76%) et dans leur entreprise (77%). Cela reflète la difficulté de l'adaptation des modèles d'entreprise dont le renforcement des compétences de la main-d'œuvre est une des principales composantes. En effet, 69% des répondants supposent que la transition énergétique les obligera à proposer des formations spécifiques à leurs collaborateurs.

L'interaction entre une transition juste et le secteur de l'énergie peut être envisagée sous différents angles.

- 1) Pour les entreprises opérant dans ce secteur, dans quelle mesure pourront-elles s'adapter à la transition, former leurs salariés et adapter leurs modèles d'entreprise pour saisir les opportunités créées par la lutte contre le changement climatique et éviter d'être marginalisées dans un système énergétique décarboné ?
- 2) Par rapport aux clients (particuliers et entreprises), la question clé est de savoir comment mettre en œuvre cette transition, qui risque d'entraîner une hausse du coût de l'énergie, sans faire peser une charge trop lourde sur les populations (et les entreprises) les plus vulnérables ? Une augmentation trop importante de la facture énergétique, notamment pour les ménages à faibles revenus, pour les PME et pour les entreprises qui souffrent de la concurrence internationale de pays moins ambitieux sur le plan climatique, pourrait compromettre l'acceptabilité de l'ensemble de la transition.

La manière la plus efficace de relever ce double défi est de s'appuyer autant que possible sur la sobriété et l'efficacité énergétique et de saisir les opportunités qui en découlent. Les entreprises du secteur de l'énergie doivent produire de plus en plus d'énergie bas carbone de manière de plus en plus décentralisée ; mais elles doivent aussi développer de nouveaux services pour aider leurs clients à réduire au maximum leur consommation d'énergie, afin de renforcer leur résilience face aux défis posés par la transition énergétique (augmentation des coûts, difficulté à prévoir les prix futurs...). Ce changement important de paradigme doit inciter les entreprises du secteur à accompagner leurs employés, à les aider à acquérir et à développer les compétences nécessaires dans ce nouveau système énergétique à faible émission de carbone. D'ailleurs, les Européens plébiscitent la promotion des nouveaux emplois créés par la transition énergétique dans les programmes éducatifs est l'une des mesures les plus importantes à mettre en œuvre pour réaliser une transition juste.

La formation et le renforcement des compétences des travailleurs des entreprises du secteur de l'énergie face aux nouveaux défis (sobriété, efficacité, production décentralisée et bas carbone) sont des facteurs clés de succès pour garantir que la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique justes à la fois pour les travailleurs et pour les clients (ménages et entreprises) des entreprises du secteur de l'énergie.





Les PME doivent reprendre le contrôle de leur énergie

par Dieter Dirickx,
Senior Green & Cleantech Advisor,
Sustainable Business Competence
Center, BNP Paribas Fortis



Atteindre les objectifs climatiques ne sera pas aisé, mais la transition énergétique offre également des opportunités locales.

Le monde est à la croisée des chemins. Nous devons abandonner les combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables afin d'éviter les pires effets du changement climatique. En Europe, cela s'est traduit par trois initiatives politiques consécutives : le Pacte vert, *Fit for 55* et *REpowerEU*. Elles fixent respectivement l'objectif de neutralité climatique pour 2050, un objectif intermédiaire de baisse de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et la ligne à suivre à court terme pour lutter contre la crise énergétique.

REpowerEU a permis de réduire la dépendance aux combustibles fossiles russes (-80% en 8 mois), de baisser de 20% la demande d'énergie primaire et de porter la part d'électricité renouvelable à 39% (en 2022).

Lors de la COP 28, ces politiques ont été confirmées en une phrase : « tripler la capacité d'énergie renouvelable à l'échelle mondiale et doubler le taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ». L'amélioration de l'efficacité énergétique implique une réduction significative de l'énergie primaire globale utilisée par nos entreprises. L'électrification en est une composante importante. L'Europe aura donc besoin de plus d'électricité, de préférence d'origine renouvelable.

Dans le cadre de l'Observatoire de la transition juste, 65% des PME indiquent à juste titre que la transition n'est pas facilement réalisable. Dans le passé, l'énergie était un produit de base et l'influence des PME se limitait aux stratégies de tarification. Une situation qui a complètement changé au cours des dix dernières années. Les PME doivent désormais intégrer les énergies renouvelables. Ce qui leur permet de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre tout en assurant leur approvisionnement énergétique à long terme, limitant considérablement les fluctuations de coûts sur lesquels elles n'ont qu'une influence limitée.

Certaines entreprises développent elles-mêmes ces projets, mais elles peuvent également coopérer avec des partenaires externes actifs dans les énergies renouvelables. Par exemple, le Sustainable Business Competence Center de BNP Paribas Fortis collabore quotidiennement avec de tels spécialistes afin de

faciliter la transition pour les entreprises belges. Cela permet à un plus grand nombre d'entreprises d'investir efficacement dans les énergies renouvelables (sans devoir internaliser toutes les connaissances qui ne sont pas essentielles à une PME).

La transition vers les énergies renouvelables implique ainsi l'évolution d'une gestion centralisée vers des unités de production locales et décentralisées. D'une part, ces unités de production locales sont installées par des équipes locales, ce qui assure une croissance économique en Europe bien que les équipements soient souvent importés. D'autre part, davantage d'acteurs produisent de l'électricité et transfèrent leur excédent au réseau. Les gestionnaires de réseau doivent donc s'adapter à cette nouvelle réalité. Ils doivent faciliter la mise en place de nouveaux modèles de coopération, tels que les communautés d'énergie. Ces nouveaux modèles permettent à un plus grand nombre d'acteurs (particuliers, entreprises et gouvernements) de participer à la transition énergétique sans avoir à investir beaucoup de temps et d'argent. Les installations d'énergie renouvelable nécessitent généralement un investissement élevé, mais les coûts opérationnels sont limités. Les banques peuvent jouer un rôle important en étalant ce large investissement de départ sur plusieurs années. Les entreprises et les promoteurs comptent sur elles pour garantir le financement des projets nécessaires à la transition énergétique.

« LA TRANSITION VERS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES IMPLIQUE AINSI L'ÉVOLUTION D'UNE GESTION CENTRALISÉE VERS DES UNITÉS DE PRODUCTION LOCALES ET DÉCENTRALISÉES. »

#2

La transition énergétique et environnementale est la deuxième préoccupation des PME du secteur de l'énergie

74%

des PME du secteur de l'énergie estiment avoir un impact important sur le réchauffement climatique



L'immobilier entre risque et opportunité

Entre rénovation énergétique et hausse du coût des matières premières, le secteur de la construction entrevoit de nouveaux modèles.

Principales inquiétudes des PME du secteur de la construction

Derrière ces trois préoccupations principales, les PME du secteur de la construction/immobilier citent également **8 autres préoccupations** dont les enjeux de recrutement et l'augmentation des taux d'intérêts.

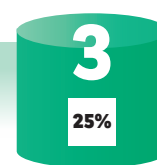
LE COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DE L'ÉNERGIE



LES MARGES ET LA RENTABILITÉ



L'INFLATION



Perspectives des PME du secteur de la construction

LA CRISE ACTUELLE VA DURER PLUSIEURS ANNÉES

d'accord



58%

pas d'accord



38%

LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE CONSTITUE UNE OPPORTUNITÉ DE CROISSANCE



53%



42%

LES NORMES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ACTUELLES SONT FACILES À RESPECTER



42%



54%

Transition énergétique : menace ou opportunité ?

MENACE



51%

OPPORTUNITÉ



41%

NE SE PRONONCE PAS

par **Gisèle Lavelette**, Analyste ESG, RSE Groupe

Les opportunités de la rénovation énergétique

La transition juste est au cœur des enjeux de la rénovation énergétique des bâtiments, mais aussi une source d'opportunités pour les acteurs de l'ensemble du secteur immobilier.

Le secteur immobilier est aujourd'hui responsable **d'un tiers environ des émissions de gaz à effet de serre** à l'échelle européenne. Selon l'ADEME, 7,2 millions de logements sont aujourd'hui mal isolés en France, ce qui fragilise environ 12 millions de personnes. Certaines études démontrent par ailleurs un lien entre précarité des ménages et logement dans des passoires thermiques.

Les enjeux sont multiples. Il faut accélérer la rénovation du

parc global tout en priorisant les logements les moins efficaces énergétiquement. Il est également indispensable de développer des filières de conseil et de professionnels qualifiés pour répondre à la demande des particuliers pour qui le manque d'informations ou de clés de mise en œuvre reste souvent des points de blocage.

La problématique du coût des travaux est également centrale : les aides et subventions visent à réduire le reste à charge pour les ménages les plus modestes, un des principaux freins à la rénovation des logements. Afin de combiner impacts sociaux et écologiques, les dispositifs encouragent les rénovations globales qui sont les plus efficaces.





La transition juste, un enjeu immobilier

par **Séverine Chapus**, Directrice générale déléguée - Promotion BNP Paribas Real Estate en charge du développement



La nécessité de préserver nos ressources, de rénover plutôt que de démolir et la fin de l'empiétement sur les espaces naturels engendrent de véritables changements de modèles pour limiter notre empreinte carbone. La chaîne de valeur immobilière évolue et les sociétés foncières autant que les promoteurs doivent se réinventer !

Les modèles mis en place il y a un demi-siècle ont libéré notre capacité à rebâtir les villes et à répondre aux besoins des habitants. Ceux promus par la finance verte aujourd'hui doivent nous permettre d'apprécier la valeur environnementale et sociétale des actifs. Nous avons la chance de nous nourrir d'un écosystème français d'excellence : architectes, ingénierie technique et ingénierie financière... La transition vers un cycle de vie immobilier plus durable nous amène à repenser le choix des matériaux de construction. Elle nuance les vertus d'un bois acheminé en camion depuis l'Europe du Nord et réhabilite celles du béton bas carbone issu du réemploi local. Autre paramètre, la numérisation devrait permettre d'aller plus loin, vers des banques de matériaux, certifiés, facilitant leur réutilisation. Cette transition ne sera vécue comme « juste » qu'à la condition d'accompagner les populations les plus vulnérables. L'interdiction de location des passoires thermiques est un levier de la transition énergétique. Elle doit néanmoins éviter deux écueils : exclusion d'une part conséquente du parc de logements du marché locatif et pénalisation des ménages modestes propriétaires de logements au DPE (diagnostic de performance énergétique) très dégradé. Ce dernier doit être simplifié et adapté.

À ce titre, le logement représente un enjeu particulier avec de nombreux points de réflexion :

- l'enjeu social et environnemental fondamental d'une offre de logements abordables, de qualité, au sein de bassins de vie et à proximité de transports en commun ;
- l'opportunité de réincarner un lien concret entre emploi et logement, au service de l'attractivité des territoires avec une attention particulière pour les jeunes actifs ;
- le développement de nouvelles solutions à la croisée de la location et de l'acquisition tant pour les particuliers que pour les investisseurs institutionnels.

Entre hausse des prix de l'énergie et hausse des taux d'intérêt, tout le monde recherche des solutions à moindre coût. Des primes et aides existent. L'un des enjeux majeurs est d'arriver à les flécher au bénéfice des ménages les plus modestes. Cela nécessite de communiquer largement sur les dispositifs, notamment bancaires, disponibles et de mobiliser toute la filière de l'amélioration énergétique pour exécuter les travaux, vite et bien.



Les avantages écologiques et sociaux de la location immobilière avec option d'achat

par **Tine Bourgeois**, Director Company Engagement & Sustainable Business Approach, BNP Paribas Fortis



Lancé en 2023, HappyNest permet aux personnes à faibles revenus d'acheter des logements neufs et économes en énergie. Cette initiative « louer maintenant, acheter plus tard » a connu un énorme succès, attirant des milliers de personnes intéressées, et s'étend maintenant à l'ensemble de la Belgique.

HappyNest a été lancé par BNP Paribas Fortis et Matexi, leader respectivement des prêts hypothécaires et du développement immobilier en Belgique. L'acheteur potentiel loue tout d'abord une maison ou un appartement neuf dans le cadre d'un contrat de bail 3-6-9 avec un loyer conforme au prix du marché. Au cours des cinquième et sixième années, il peut acheter le logement s'il le souhaite en profitant d'une déduction équivalente à 50% des loyers des quatre dernières années. Cette solution innovante s'adresse aux personnes qui ne disposent pas des fonds propres nécessaires, d'environ 20% du prix, pour l'obtention d'un prêt hypothécaire. Grâce à HappyNest, ils peuvent devenir propriétaires d'un logement durable, conformément à la stratégie « Prêts pour votre monde » de la banque. Le projet a été déclenché par trois éléments clés. Tout d'abord, une nouvelle réglementation flamande qui oblige les personnes qui achètent ou héritent d'un bien immobilier énergivore à le rénover dans les cinq ans. Les deux autres éléments sont d'ordre financier : l'augmentation des coûts de l'énergie et la hausse des taux d'intérêt qui a entraîné en 2023 une baisse de 30% du nombre de prêts hypothécaires contractés en Belgique. Les 50 logements HappyNest ont trouvé preneur. Au cours des six derniers mois, 3.000 personnes ont manifesté leur intérêt pour le projet - principalement des jeunes commençant leur carrière avec un salaire modeste, des familles à revenu unique ou des personnes plus âgées qui reconstruisent leur quotidien pour des raisons personnelles ou professionnelles.

Ces résultats positifs ont insufflé une deuxième phase en 2024, avec une extension du projet à la Wallonie et à Bruxelles. L'objectif est de doubler le nombre d'unités construites sur l'année à 100. Si la demande est suffisante, d'autres partenaires immobiliers pourraient être invités à se joindre au projet.

En Belgique, seule une infime minorité de logements - 1% des maisons, 5% des appartements - répond aux objectifs de performance énergétique conformes à l'accord de Paris. Il faudrait rénover jusqu'à 600 logements par jour pendant 26 ans pour combler le retard.

HappyNest y contribue. Le projet, qui peut être largement dupliqué, aide les personnes disposant d'un capital limité à acheter un nouveau logement économe en énergie. Il s'inscrit donc dans les composantes environnementale et sociale des indicateurs ESG, qui sont essentielles en matière d'investissements.



L'inquiétude gagne les agriculteurs

Les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche redoutent l'impact de la transition sur leur rentabilité mais entrevoient des opportunités de nouveaux modèles.

Principales inquiétudes des PME du secteur agricole

Derrière ces trois préoccupations principales, les PME agricoles et agroalimentaires citent également **8 autres préoccupations** dont l'augmentation des taux d'intérêts et les taxes.

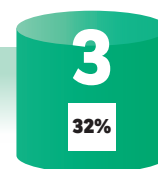
LE COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DE L'ÉNERGIE



LES MARGES ET LA RENTABILITÉ

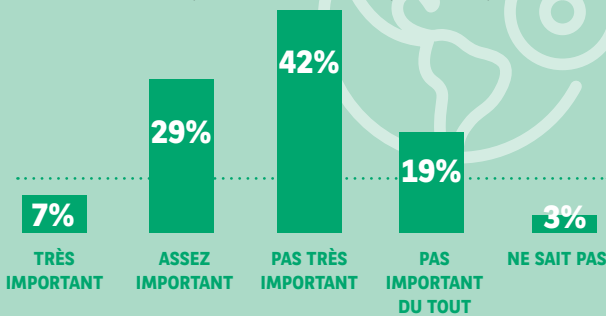


LES NORMES ET RÉGLEMENTATIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT ET À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

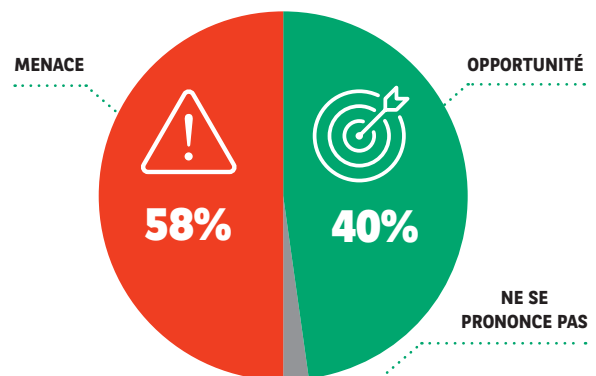


Perception de l'impact du secteur de l'agriculture sur le réchauffement climatique

Réponses de 102 PME du secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche issues de six pays européens



Transition énergétique : menace ou opportunité ?



par Sarah Colombie, Analyste ESG, RSE Groupe

Redonner des perspectives d'avenir à l'agriculture

Maillon indispensable d'une société décarbonée, le secteur agricole redoute tant le changement climatique que la transition.

Basés sur une enquête menée auprès d'une centaine de PME des segments de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, ces résultats mettent en évidence l'importance des matières premières pour le secteur agricole.

Les inquiétudes entourant les normes et réglementations ne sont pas surprenantes pour un secteur administré à l'échelon européen. Concernant le réchauffement climatique, le secteur ne s'estime pas directement responsable (impact non significatif pour 61% des sondés) bien qu'il représente 20%

des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il est aussi le premier touché par le changement climatique. Améliorer la résilience de l'agriculture face aux aléas climatiques est ainsi indispensable pour assurer une transition juste.

Par ailleurs, la grande majorité (58%) des entreprises agricoles sondées considère la transition énergétique comme une menace, se montrant plus pessimistes que les autres secteurs. Collectivement, l'agriculture est pourtant source de solutions par sa capacité à stocker du carbone (sol, plantes), à améliorer la biodiversité et à produire de l'énergie renouvelable (biomasse et photovoltaïque), constituant autant d'opportunités d'affaires et de transition.





Aider les agriculteurs à atteindre les objectifs climatiques

par **Suzanne Gorge**,
Directrice générale adjointe
chez Terra Nova



Dans le paysage complexe et mondialisé de l'agriculture moderne, les agriculteurs et les PME de l'agroalimentaire ont un rôle crucial à jouer. Mais face aux défis économiques de la transition, un soutien financier est indispensable.

Les agriculteurs et les PME de l'agroalimentaire sont depuis toujours étroitement liés, agissant ensemble au sein d'un même tissu économique. Ensemble, ils garantissent la production, l'accessibilité et participent à la souveraineté alimentaire. Mais les agriculteurs et PME se retrouvent aujourd'hui à la croisée des chemins, coincés entre des injonctions parfois contradictoires, entre hausse des exigences écologiques et baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Ces derniers mois, les mobilisations agricoles se sont multipliées un peu partout en Europe. Elles portaient sur toute une série de revendications : hausse des revenus, partage de la valeur, accords de libre-échange, simplification administrative, fiscalité... En un an et demi, seize pays de l'UE ont ainsi connu au moins une mobilisation agricole. L'origine de ces mouvements diffère selon les pays. Dans leur grande majorité, les revendications dépassent largement la question écologique et la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune (PAC). L'hétérogénéité des demandes illustre la diversité des modèles agricoles, des situations économiques des agriculteurs et des disparités selon les bassins de production, en France et plus généralement en Europe.

Si les revendications sont diverses, les agriculteurs sont globalement conscients de la nécessité de changer de modèle. Exposée à une perte de fertilité des sols et au stress hydrique dans un nombre croissant de régions, l'agriculture européenne devra impérativement s'adapter si elle veut préserver son avenir à moyen et long terme. La multiplication des aléas climatiques et l'érosion des sols entraînent déjà une baisse de la production. En France, la production céréalière a nettement baissé en 2022 (-10,5%) par rapport à 2021 tandis que celle du maïs (plante particulièrement gourmande en eau lors des mois d'été et très utilisée dans l'alimentation animale) est au plus bas depuis plus de 30 ans.

Si l'Europe veut atteindre la neutralité carbone en 2050, il faudra nécessairement décarboner l'agriculture européenne, aujourd'hui responsable de près de **12% des émissions de gaz à effet de serre en Europe**. Il faudra mettre en œuvre des pratiques agricoles durables, réduire l'utilisation de pesticides et d'engrais synthétiques, mais également faciliter l'accès aux connaissances

agroclimatiques. Ce qui passera par le développement de méthodes et de services agroclimatiques adaptés aux besoins de chaque filière agricole. Pour rendre cette transition acceptable, il faudra impérativement conjuguer résilience écologique et création de valeur pour les agriculteurs. Cette transition devra nécessairement prendre en compte à la fois les besoins des agriculteurs, qui sont la plupart du temps les acteurs les plus contraints de la chaîne de valeur alimentaire, des consommateurs et de la planète. Toutes les composantes de la chaîne de valeur devront être impliquées (production, transformation, distribution, consommation, transport). Les PME agricoles sont souvent bien placées pour mener cette transition en raison de leur échelle et de leur proximité avec les acteurs locaux.

Plus globalement, la transition agricole nécessitera une réévaluation des modèles commerciaux et des chaînes d'approvisionnement. Elle présente des défis économiques importants pour les PME agricoles et les agriculteurs. Les coûts initiaux associés à la mise en œuvre de ces pratiques peuvent être élevés avec des besoins et enjeux différents selon les régions, les bassins de production, les filières. Parallèlement, le taux d'endettement élevé des exploitations agricoles en France limite leur capacité d'investissement. Il va ainsi falloir développer de nouvelles filières, financer des infrastructures, dans un contexte de possible baisse de rendement ou de perte de revenus à court terme (conversion en agriculture biologique). Les agriculteurs seuls ne pourront pas financer ces investissements. **Alors que 45% des agricultrices et des agriculteurs vont cesser leur activité d'ici 2026**, il faut accompagner celles et ceux qui vont s'installer via des subventions, des crédits d'impôts et d'autres formes de soutien financier. Ce qui leur permettra d'investir dans des technologies et pratiques durables tout en assurant la viabilité économique à long terme des exploitations. Le renouvellement générationnel constitue à ce titre une opportunité d'accélérer la transition écologique.

**« LA TRANSITION AGRICOLE
NÉCESSITERA UNE
RÉÉVALUATION DES MODÈLES
COMMERCIAUX ET DES CHAÎNES
D'APPROVISIONNEMENT. »**





Accompagner le changement de modèle agroalimentaire

par Michal Siwek,
Head of Decarbonization &
Biodiversity Product,
BNP Paribas Bank Polska



Encore trop peu conscients de leur impact global, les acteurs des systèmes agroalimentaires ne sont pas assez soutenus.

La production alimentaire contribue de manière significative au réchauffement planétaire et au changement climatique. Selon les dernières données du GIEC, les systèmes agroalimentaires sont responsables d'environ 30% des émissions mondiales de gaz à effet de serre dues aux activités humaines. Plus de 60% de ces émissions sont liées à la production primaire, et tout particulièrement l'élevage et le changement d'affectation des sols. Si nous ne changeons pas de modèles de production et de distribution alimentaires plus durables, voire décarbonés, la situation empirera.

La situation géopolitique actuelle, combinée au changement climatique rapide et à la dégradation de l'environnement, a fait de l'accès à des matières premières de qualité à des prix compétitifs et de la diversification des sources d'énergie des enjeux cruciaux pour les PME agroalimentaires. Ces deux facteurs ont un impact direct sur la rentabilité de ces entreprises. Il devrait ainsi être évident que parvenir à les gérer offrirait un important avantage concurrentiel.

Pourquoi cela n'est-il pas le cas ? La plupart des entreprises agricoles affirment que leur activité n'a pas d'impact sur le réchauffement climatique et que seuls les grands acteurs mondiaux devraient prendre des mesures en ce sens. Ils insistent sur le fait que la transformation environnementale pèse trop lourdement sur leur secteur en raison des pressions réglementaires, commerciales et financières. Ils oublient ainsi complètement l'impact de leur chaîne de valeur, qui peut représenter jusqu'à 97% des émissions.

Les acteurs agricoles, dont les PME, soulignent l'insuffisance du soutien public, que cela soit sous la forme de subventions ou d'avances, pour les investissements de transformation et plus largement pour l'évolution de leur modèle d'entreprise. Ils partagent le même sentiment à l'égard des institutions financières qui n'offrent à leurs yeux pas encore suffisamment de produits financiers et de services non financiers dédiés et sur mesure. Précisons que la Commission européenne souligne que son système de subvention, prévu dans le cadre du Pacte vert, ne peut qu'initier le changement, mais que c'est le secteur financier qui dispose des instruments nécessaires pour en faire le nouvel ordre économique. C'est à nous de travailler pour saisir la balle au bond !



Transition raisonnée vers une agriculture verte et numérique

par Claire Murat,
Directrice des Marchés Agricole
et Construction, BNP Paribas
Leasing Solutions



Le monde agricole est en pleine révolution numérique. Les fabricants d'équipements ne se contentent plus de construire les tracteurs les plus robustes, ils créent désormais un écosystème connecté pour optimiser la production

L'agriculture numérique fait passer l'agriculture de précision au niveau supérieur grâce à l'utilisation de systèmes connectés permettant d'optimiser les processus de production et d'assurer un suivi en temps réel. Cependant, la transition vers un avenir de haute technologie ne peut ignorer le parc existant de machines fiables, alimentées par des moteurs thermiques. Ces machines ont une longue durée de vie, de sorte que toute transition vers de nouvelles technologies doit tenir compte de ces actifs existants. Le coût élevé des nouvelles technologies constitue un autre obstacle. La réponse réside dans l'exploration d'un ensemble de motorisations et carburants alternatifs, ainsi que de solutions écoénergétiques pouvant être intégrées dans les flottes existantes. Cette évolution vers un secteur agricole intelligent, connecté et flexible nécessite des solutions financières innovantes.

BNP Paribas Leasing Solutions facilite cette transformation en proposant :

- des financements d'actifs permettant aux agriculteurs d'investir dans les dernières technologies connectées ;
- des solutions flexibles telles que des leasings opérationnels, qui couvrent l'ensemble des obligations du propriétaire pendant toute la durée du cycle de vie économique de l'équipement, conformément aux principes de l'économie circulaire ;
- des leasings à l'utilisation répondant à la saisonnalité du secteur agricole.

En outre, de nouveaux modèles commerciaux sont nécessaires pour que les agriculteurs qui adoptent des pratiques durables, telles que la fixation de carbone dans les sols, reçoivent une compensation équitable. Les incitations, la recherche et les programmes de soutien sont essentiels pour faciliter la période de transition. Par exemple, les gouvernements peuvent jouer un rôle essentiel en proposant des stratégies à long terme assorties d'objectifs clairs et d'aides orientant les agriculteurs vers les technologies les plus efficaces sur le plan environnemental.

Enfin, les agriculteurs ont besoin de temps. Il est en effet impossible qu'ils adoptent toutes les nouvelles technologies en même temps. En adoptant une approche collaborative, les fabricants de machines agricoles, les institutions financières et les gouvernements peuvent préparer un avenir durable et prospère pour l'agriculture.



Perspectives des fédérations européennes



L'adoption de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB)

par Vince Harney, Directeur Général d'Anisorian Ltd et membre de la RICS (Royal Institution of Chartered Surveyors)



La DPEB vise à parvenir à un parc immobilier entièrement décarboné d'ici à 2050 afin d'atteindre les objectifs climatiques de l'UE. Le succès de sa révision en 2023 dépendra en grande partie du financement de la rénovation des bâtiments anciens par les différents États membres et/ou l'UE.

La révision de cette directive, publiée pour la première fois en 2002, définit des mesures claires pour lutter contre le changement climatique et atteindre les objectifs du paquet *Fit for 55* :

- une nouvelle définition des « bâtiments à émissions nulles » remplaçant les bâtiments quasi zéro énergie (Q-ZEN) ;

- Les plans nationaux de rénovation des bâtiments des États membres doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés en matière de rénovation pour 2030, 2040 et 2050 ;
- Évaluation du **potentiel de réchauffement planétaire (PRP)** sur tout le cycle de vie pour les grands bâtiments neufs (plus de 2.000 m²) à partir de 2027 et pour toutes les nouvelles constructions à partir de 2030.

La nouvelle DPEB définit des normes minimales obligatoires en matière de performance énergétique, introduit les passeports de rénovation (feuille de route pour des rénovations en profondeur sur une période plus longue) et prévoit l'élimination progressive des chaudières à combustible fossile. Les nouveaux bâtiments doivent être « prêts pour le solaire » et la directive met aussi l'accent sur la rénovation des bâtiments les moins performants

afin de réduire la consommation moyenne d'énergie primaire. Les États membres doivent débloquer des budgets importants afin de financer des mesures d'incitation à la rénovation pour lutter contre la pauvreté et limiter les factures énergétiques. Un autre objectif est de cibler les clients les plus vulnérables et les bâtiments les moins performants, dans lesquels vivent une plus grande proportion de ménages en situation de précarité énergétique.

La DPEB prévoit des délais serrés. Toutes les nouvelles constructions doivent être des bâtiments à émissions nulles d'ici 2030, soit dans six ans seulement. Les États membres doivent aussi veiller à ce que la directive soit transposée dans leur droit national et dans les réglementations applicables en matière de construction.

Une transition juste pour les agriculteurs et les coopératives agricoles

par Patrick Pagani, Secrétaire Général Adjoint, Copa Cogeca



Les agriculteurs sont directement confrontés aux effets négatifs du changement climatique sur leurs cultures et leur bétail. Soutenus par un modèle coopératif compétitif et une politique européenne adaptée, ils peuvent poser les bases d'un avenir plus brillant et plus productif, qui soit également plus durable pour les sols.

L'agriculture et la sylviculture ont toujours été la pierre angulaire du projet européen, en raison de leur importance stratégique. Ces secteurs produisent un large éventail de produits de base essentiels pour tous et jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire des 450 millions de consommateurs européens. Ils positionnent aussi l'UE comme premier exportateur mondial de denrées alimentaires. Il ne faut pas perdre le rôle stratégique de vue, en particulier dans les années à venir, alors que les défis se multiplient pour l'ensemble du secteur agricole. Partout en Europe, les effets des phénomènes climatiques extrêmes et des tensions géopolitiques ont des conséquences immédiates sur nos communautés

et sur la capacité de notre agriculture à continuer à fournir à la société des produits de base à un prix abordable. Les agriculteurs sont les premiers à ressentir les conséquences des événements climatiques extrêmes. Ils contribuent aussi à la transition verte et en la mettant en œuvre sur le terrain. En outre, l'Europe s'engage activement vers une agriculture et une gestion forestière durables et résilientes face au climat. Une transition juste est une transition qui considère les agriculteurs comme partie intégrante de la solution et non comme le problème. C'est une transition basée sur les principes de stabilité, visibilité et prévisibilité afin de permettre aux agriculteurs, aux exploitants forestiers et aux coopératives agricoles d'envisager l'avenir avec confiance. Pour ce faire, il convient d'utiliser tous les instruments disponibles au niveau de l'UE, afin de s'assurer que le rythme du changement est suffisant sans perturber exagérément la communauté agricole. La transition doit être juste et équitable permettant d'améliorer la durabilité. Toutefois, cela doit se faire de manière à trouver un équilibre entre les dimensions économique, environnementale et sociale. Et d'une manière qui ne laisse personne de côté, en particulier les agriculteurs. En soutenant les investissements et l'innovation,

nous apportons des solutions pour développer une agriculture durable et résiliente face au climat. Pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux de l'UE, les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture sont - et seront - des partenaires indispensables. L'UE s'est engagée à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Nous y parviendrons en réduisant nos émissions, en produisant des biocarburants et en utilisant des matériaux biosourcés. Cet objectif implique aussi de développer le puits de carbone que représentent l'agriculture et la sylviculture en optimisant l'absorption du CO₂ par les écosystèmes tout en remplaçant les combustibles fossiles. Néanmoins, la production de denrées alimentaires (y compris pour le bétail) reste un facteur central, conformément à l'article 2 (b) de l'accord de Paris de 2015. Un modèle coopératif compétitif est essentiel pour accélérer la transition. Un tel modèle vise à améliorer le pouvoir de négociation des agriculteurs, à faciliter les investissements conjoints pour permettre aux agriculteurs d'obtenir une plus grande part de la valeur ajoutée et à encourager la durabilité économique, sociale et environnementale. Notre autonomie de production et la transition vers une Europe climatiquement neutre doivent être la boussole stratégique de l'UE.



Soutenir et financer la transition juste

Entre initiatives publiques et privées, le financement de la lutte contre le changement climatique et les inégalités sociales transcende les acteurs.



Transition juste : les initiatives de l'UE poussent à agir

par **Wilfried Remans**, Senior Manager European Public Affairs, DAI, BNP Paribas



Une approche régionale et sociale du partage d'expertise vise à garantir que personne n'est laissé pour compte dans la transition de l'UE vers une économie décarbonée.

Lorsque l'UE a lancé le Pacte vert fin 2019, afin de devenir le premier continent climatiquement neutre, elle a intégré une approche visant à gérer les conséquences sociales de la transition. Le mécanisme de transition juste permet de mobiliser des ressources de planification, techniques et financières afin de traiter les impacts sociaux et économiques de la transition, en se concentrant sur les régions, les industries et les travailleurs les plus touchés. Aucune région ni aucun individu ne doit être laissée pour compte. L'UE a identifié les [régions](#) les plus dépendantes aux combustibles fossiles (mines de charbon et de lignite...) et aux industries lourdes alimentées en énergies fossiles, comme l'acier et le ciment.

Ces régions peuvent présenter des projets de reconversion susceptibles d'être financés par le Fonds pour une transition juste. Citons par exemple, le Greenwise Campus, situé dans une ancienne zone gazière aux Pays-Bas qui investit dans les infrastructures, l'innovation et la formation ; les H2Labs, dédiés au développement de l'hydrogène vert dans la région sidérurgique et minière du nord de la Suède ; ou encore l'initiative polonaise Katowice, une plateforme d'information accessible au public sur les sites post-industriels et dégradés. La transition n'est pas seulement une question de financement, mais repose aussi sur le partage d'expertise et le développement d'un écosystème de communautés confrontées à des défis comparables, mais différents. C'est pourquoi la Commission européenne a créé [la plateforme pour une transition juste](#), qui réunit des groupes de travail spécialisés, par exemple un groupe rassemblant les jeunes de régions touchées par la transition. La plateforme fournit aussi une liste d'experts et une assistance technique. Elle rassemble en outre les personnes impliquées dans la mise en œuvre de ces projets de transformation.

En avril, la Commission a accueilli la neuvième conférence de la plateforme pour une transition juste. Hormis cette approche régionale, l'UE a lancé le Fonds social pour le climat afin d'aider les plus vulnérables grâce aux 65 milliards d'euros provenant du système européen d'échange de quotas d'émissions. Les États membres peuvent ainsi proposer jusqu'en juin 2025 des plans pour soutenir directement les groupes vulnérables les plus touchés, tels que les ménages en situation de pauvreté énergétique ou liée à la mobilité. Il reste beaucoup à faire, mais l'expérience acquise dans ces secteurs et régions prioritaires pourrait servir de modèle à d'autres domaines en transition. Le terrain a été préparé pour ancrer la transition juste au cœur de la politique de l'UE. À la demande de la présidence belge du Conseil de l'UE, un [rapport](#) du Comité économique et social européen a été publié fin 2023, énumérant 70 propositions pour permettre un Pacte vert plus social, y compris des pistes pour permettre aux entreprises de devenir compétitives de manière équitable, durables, plus fortes et plus résilientes.

La finance durable place les plus vulnérables au centre de la transition

par **Claudia Belli**, Responsable des relations avec la société civile et de l'inclusion financière de l'Engagement d'entreprise du Groupe BNP Paribas, **Alexandre Nayme**, Responsable de l'inclusion financière en Europe et en Afrique de l'Engagement d'entreprise du Groupe BNP Paribas et **Davide Forcella**, Directeur du JuST Institute



Ces dernières années, la finance durable a connu un essor remarquable, reflétant la reconnaissance croissante du besoin urgent de lutter contre le changement climatique, les inégalités sociales et la perte de biodiversité.

Les émissions mondiales de produits de financement durable ont atteint 717 milliards de dollars au premier semestre 2023*. Des instruments innovants tels que les *Inclusive & Sustainability-Linked Financing* (ISLF+) s'avèrent être de puissants outils pour soutenir la transition vers

une économie et une société plus justes. Les ISLF+ sont basés sur une approche novatrice du financement, associant des produits traditionnels à des incitants en faveur de l'environnement et de l'inclusion sociale. Ils sont conçus pour soutenir les institutions financières et les entreprises dans leur démarche de transition durable en intégrant des objectifs de performance financière et non financière. En pratique, les ISLF+ fonctionnent globalement de la même manière que les *Sustainability Linked Loans* (SLL). Les principales différences résident dans leur

nature transformatrice, grâce à la combinaison d'une assistance technique, et l'accent mis sur la transition juste dans la sélection des indicateurs clés de performance (KPI). Développés conjointement par BNP Paribas et le [JuST Institute](#), les ISLF+ ont d'abord été mis en œuvre pour soutenir des acteurs de la microfinance. Mais l'objectif est de proposer ce produit innovant aux entreprises. À souligner que le JuST Institute joue un rôle essentiel pour la structuration des aspects non financiers et l'assistance technique. En intégrant des considérations relatives au climat, à la biodiversité et à l'inclusivité dans la prise de décision financière, les ISLF+ contribuent à renforcer la résilience au changement climatique et à la perte de biodiversité pour les plus vulnérables, à susciter des changements positifs et à créer de la valeur pour l'ensemble des parties prenantes.



* [ING, Big swings in 2023, but global sustainable finance remains in rude health.](#)

Engagements climatiques internationaux et transition juste

Pour concrétiser les engagements climatiques, il est essentiel de déployer des politiques inclusives et de soutenir les populations défavorisées.

Capitaliser sur les engagements climatiques

par **Dina Kasrawi**, Head of Company Engagement MEA, BNP Paribas



La COP 28 a permis de réaliser des progrès significatifs en matière de transition juste, notamment avec les engagements d'abandonner les combustibles fossiles, de tripler les énergies renouvelables et de doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030, et surtout par la mise en œuvre du Fonds pour les pertes et dommages. Toutefois, des lacunes importantes subsistent en ce qui concerne l'adaptation et le financement.

La dernière conférence des Nations unies sur le changement climatique a été marquée par l'adoption du programme de travail sur la transition juste de la CCNUCC (JTWP (Just Transition Work Programme) dans son acronyme anglais). Le but est d'accélérer l'action climatique conformément à l'accord de Paris et aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les travaux du JTWP devraient permettre de transposer les engagements internationaux dans des réalités de terrain en facilitant l'élaboration de trajectoires nationales qui mettent l'accent sur les actions prioritaires afin de prendre en considération les opportunités ainsi que les risques sociaux.

Les secteurs public et privé doivent veiller à ce que le JTWP produise des résultats positifs, en particulier la création d'emplois décents, favorisée par le dialogue et la protection sociale.

Tout le monde à bord

Pour que personne ne soit laissé pour compte, les secteurs privé et public doivent planifier et s'engager auprès des citoyens pour développer des solutions dont les impacts potentiels seront bien identifiés en amont. Il est également essentiel de mettre en œuvre des politiques inclusives et d'investir en faveur des populations défavorisées. Les investissements dans des programmes de formation et de reconversion atténueront les pertes d'emplois et permettront à un plus grand nombre de personnes de travailler dans le secteur des énergies renouvelables et dans d'autres industries vertes. En ancrant ces programmes dans les écoles et établissements d'enseignement technique et supérieur, les nouveaux arrivants sur le marché du travail pourront acquérir les compétences adéquates pour les industries ciblées.

Ces initiatives ne suffiront pas à elles seules. Les personnes confrontées à des difficultés économiques pendant la transition auront toujours besoin d'une aide financière et d'une protection sociale. Les gouvernements, les décideurs politiques et les organisations internationales doivent scruter le marché de l'emploi afin de repérer les nouvelles tendances et d'adapter les stratégies de transition en conséquence.

Déficit de financements

La COP 28 a permis de chiffrer l'important déficit de financements dans le cadre des engagements de pays à atteindre leurs objectifs climatiques et de transition juste. Selon les estimations, 110.000 milliards \$ seront nécessaires d'ici 2050 pour financer la transition énergétique, soit un investissement annuel moyen de 3.500 milliards \$.

Lors du sommet, plus de 57 milliards \$ ont été mobilisés pour le Fonds vert pour le climat et de nombreux pays se sont engagés à soutenir la lutte contre le changement climatique. Les Émirats arabes unis ont promis de verser 30 milliards \$ à un nouveau fonds destiné au financement de projets climatiques dans le monde entier, dont 5 milliards \$ pour les pays du Sud. Les banques multilatérales de développement se sont engagées à fournir plus de 180 milliards \$ de financements additionnels pour le climat par le biais de programmes pluriannuels.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagée à aligner toutes ses opérations de financement sur les objectifs de l'accord de Paris dans le cadre de son plan d'action sur le changement climatique 2021-2025. Pour renforcer la résilience aux chocs, les stratégies doivent davantage recourir aux clauses de résilience climatique pour les prêts, aux échanges de dettes contre climat, aux prêts liés à la durabilité et à la réorientation des droits de tirage spéciaux du FMI. La COP 28 a une nouvelle fois confirmé que les crédits carbone et les marchés volontaires du carbone constituent des outils essentiels pour financer la transition et soutenir les solutions basées sur la nature.

La transition juste s'appuie sur plusieurs dispositifs mondiaux, comme le mécanisme pour une transition juste de l'UE. Cet outil clé fournit un soutien ciblé destiné à mobiliser environ 55 milliards € sur la période 2021-2027, y compris un Fonds pour une transition juste, une nouvelle facilité de prêt au secteur public et le dispositif InvestEU pour une transition juste. Un Fonds social pour le climat est également prévu. La Banque africaine de développement a mis en place l'Initiative pour une transition juste afin d'aborder ces questions dans le contexte africain.

La transition doit répondre au besoin urgent d'adaptation au climat dans les communautés les plus vulnérables et reconnaître que cette transition pourrait accroître les inégalités, même dans les pays développés. Une transition équitable doit permettre d'inclure toutes les communautés, en s'appuyant sur l'éducation et la sensibilisation.

La transition sera juste ou ne sera pas.



La coopération indispensable à une transition énergétique juste

Les acteurs privés et publics doivent coopérer pour que personne ne soit laissé pour compte dans la transition vers un monde décarboné.

Les partenariats au cœur de la transition juste

par **Antoine Sire**, Directeur de l'engagement d'entreprise, BNP Paribas et **Julia Maris**, Vice-Présidente ESG, ENGIE



Acteurs clés de la transition, ENGIE et BNP Paribas s'appuient sur l'ensemble de leur écosystème pour accélérer la transition écologique, tout en soutenant l'inclusion sociale pour ne laisser personne de côté. Entretien avec Julia Maris et Antoine Sire.

Comment définiriez-vous la transition juste pour votre entreprise ?

Julia Maris : La politique de transition juste d'ENGIE découle de la conviction qu'une transition vers une économie plus sobre en carbone et durable doit être menée de manière équitable pour toutes les parties prenantes. Comme toutes les entreprises, ENGIE a un rôle à jouer dans les métiers que sont les siens en opérationnalisant sa raison d'être adoptée en 2021.

« EN TANT QUE BANQUE, BNP PARIBAS A NATURELLEMENT UNE FONCTION SOCIALE, NOTRE MÉTIER ÉTANT DE COLLECTER L'ÉPARGNE DES UNS POUR FINANCER LES PROJETS DES AUTRES. »

ANTOINE SIRE

Antoine Sire : En tant que banque, BNP Paribas a naturellement une fonction sociale, notre métier étant de collecter l'épargne des uns pour financer les projets des autres. Un rôle social que nous avons renforcé ces dernières années en acquérant Nickel, une start-up propo-

sant une offre bancaire sans condition de ressources. L'intégration des critères climatiques a logiquement pris une importance considérable ces 10 dernières années. Dans un premier temps, cela concernait surtout nos activités de financement auprès de grandes entreprises. Afin d'accélérer la décarbonation, ces critères climatiques doivent aujourd'hui aussi être pris en compte pour l'ensemble de nos activités et de nos clients. L'enjeu est de les aider dans leurs efforts de durabilité en essayant d'intégrer une dimension sociale dans les instruments de finance durable que nous leur proposons.

Comment prenez-vous en compte les enjeux de la transition juste dans vos activités ?

J. M. : Le dialogue continu avec nos parties prenantes nous permet de connaître leurs préoccupations et leurs enjeux. Ainsi, pour nos

clients et nos territoires, il s'agit de leur fournir une énergie abordable et de plus en plus décarbonée. Nous leur proposons ainsi des services et des conseils pour leur permettre de maîtriser leur consommation et développons les énergies renouvelables qui représentaient 41% de notre mix énergétique fin 2023. Par rapport à nos fournisseurs, nous adoptons une politique d'achat inclusive en veillant au respect des critères relatifs au travail et aux droits humains. En ce qui concerne nos salariés, la transformation de nos métiers ne doit laisser personne de côté. Par exemple au Chili, dans le cadre de la sortie du charbon, nous allons convertir au gaz une unité de production de Mejillones et construire un site de stockage par batteries à Tocopilla, offrant ainsi des solutions tant aux salariés qu'aux territoires. Toujours à Tocopilla, des formations ont été proposées sur les énergies renouvelables aux travailleurs de l'ensemble de la chaîne de valeur et des fonds ont été mis à disposition pour accompagner la reconversion, à la suite d'une étude réalisée par l'Observatorio Laboral d'Antofagasta et aux discussions menées notamment avec les pouvoirs publics et les syndicats.

A. S. : La transition juste recouvre une double dimension pour BNP Paribas dans son rôle de financeur. D'une part, l'évolution vers une société neutre en carbone engendre de nouveaux besoins, qu'il s'agisse par exemple d'une entreprise qui doit financer un projet lié à la décarbonation ou d'un particulier qui souhaite investir en faveur de la transition. D'autre part, cette transition crée un cadre et des obligations réglementaires nouvelles qui ont un impact financier pour nos clients. Tout ceci doit nous conduire à développer de nouvelles approches servicielles pour financer les nouveaux besoins des clients tout en les aidant à s'orienter dans cet univers de règles et de pratiques qui évolue très vite. Dans le même temps, nous devons contribuer à l'équité de la transition en orientant nos stratégies commerciales pour encourager des projets à impact positif en termes de décarbonation en recourant à des partenaires pour parvenir à toucher toutes les personnes notamment les plus fragiles.

Vous évoquez tous les deux les partenariats. Est-ce la clé de la transition juste ?

J. M. : C'est certainement une composante essentielle. Aucun acteur ne peut à lui seul mener une transition juste, c'est l'ensemble de l'écosystème économique et social qui doit être mobilisé. Au-delà du dialogue avec nos parties prenantes, nous participons ainsi aux travaux de nombreuses associations, tant au niveau national (EPE ou Orée) qu'international, comme le WBCSD. Par ailleurs, nous déployons, avec le bureau Veritas, un Label TED pour nos projets renouvelables afin d'intégrer les enjeux pour les territoires, la nature et le climat.



A. S. : La coopération est au centre de la transition juste. Nous nous par exemple des partenariats avec des institutions de microfinance qui sont des relais essentiels à l'émancipation de personnes vulnérables en Europe comme dans les pays émergents. Nous avons d'ailleurs développé avec le Just Institute un mécanisme innovant de financement de la transition durable pour ces institutions de microfinance, les ISLF+ (voir page 28).

« LA COOPÉRATION EST AU CENTRE DE LA TRANSITION JUSTE. NOUS NOUONS PAR EXEMPLE DES PARTENARIATS AVEC DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE QUI SONT DES RELAIS ESSENTIELS À L'ÉMANCIPATION DE PERSONNES VULNÉRABLES EN EUROPE COMME DANS LES PAYS ÉMERGENTS. »

JULIA MARIS

Plus largement, les entreprises comme ENGIE et d'autres au cœur de la transition sont aussi des partenaires privilégiés pour nous permettre de financer, d'accompagner et de faciliter les projets de décarbonation des individus et des entreprises. Enfin, la puissance publique est aussi un partenaire incontournable, pouvant largement influencer la transition et son acceptabilité pour tous au travers de la réglementation et de différentes aides.

Quels conseils donneriez-vous aux autres entreprises qui souhaitent s'engager dans une transition juste ?

J. M. : Chaque secteur d'activité a ses spécificités et je pense que le processus doit démarrer par un dialogue construit et sincère avec ses parties prenantes, pour prendre en compte leurs aspirations, leurs besoins et leurs projets. Cela commence sans doute par chacun d'entre nous et notre capacité à incarner et à convaincre qu'un développement économique durable doit être nécessairement bénéfique à l'humain et à la planète.

A. S. : C'est également notre vision chez BNP Paribas. Il est crucial de dialoguer avec vos parties prenantes pour comprendre leurs besoins. Fixez des objectifs clairs et développez des stratégies avec des partenariats solides pour les atteindre. L'idée est aussi de « penser transition juste » par défaut ; c'est-à-dire d'anticiper les répercussions sociales que pourraient entraîner la transition afin de penser des mécanismes pour les contrebalancer dès le début.

Sources

Green transition: navigating social challenges for a sustainable future, Council of the European Union, 2024
 The Just Transition: Transforming the Financial System to Deliver Action, LSE- Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2024
 Putting People at the Heart of Transition Plans, TPT, 2024
 Just Transition Finance, ILO-UNEP, 2023
 Approaches for funding Just Transition Fund projects?, European Commission, 2023
 Just and robust transitions to net zero ?, UCL-LSE-Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2023
 Inégalités et climat : sur le rapport Oxfam 2023, Pierre Charbonnier, 2023
 Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?, CEPII, 2023
 How Just Transition Can Help Deliver the Paris Agreement, UNDP, 2022
 Inflation Reduction Act Advances Environmental Justice, White House, Statement, 2022
 Investing in renewable energy to power a just transition, Business and Human Rights Resource Center, 2022
 Just Transition Finance Tool for banking and investing activities, ILO- The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2022
 "Just Transition" Visions: An Analysis of the Perception of the Belgian Actors, ULB, 2022
 Partenariats pour une transition énergétique juste : peuvent-ils vraiment faire la différence, et comment ?, IDDRI, 2022
 Sustainable Industries Barometer, CSR Europe-Moody's, 2022
 Business for Inclusive Growth (B4IG) calls to put people at the heart of climate action, B4IG press release, 2021
 From the grand to the granular: translating just transition ambitions into investor action, The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2021
 La transition juste en Europe : mesurer pour évoluer, IWEPS, 2021
 La transition juste : un nouvel âge de l'économie et de l'environnement, Eloi Laurent, 2020, OFCE
 Just Transition: A business guide, Just transition Center, 2018
 Just Transition: a report for the OECD, Just transition Center, 2017
 Guidelines for a Just Transition, ILO, 2015

Colophon

Nous remercions l'ensemble des collaborateurs de BNP Paribas et des partenaires qui ont contribué à la production de ce rapport.

Directeur du comité éditorial : Antoine Sire

Conception et édition : NEST Coordination Team

Conception, création et production : sQills

Rédaction : NEST Coordination Team & sQills

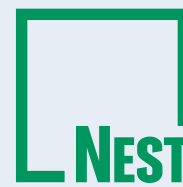
Chefs de projet : Grégoire Lusson & Céleste Allard

Exclusion de responsabilité • Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

Pour toute question ou feedback, merci de contacter group.nest@bnpparibas.com.

CONSULTEZ LE
RAPPORT 2023
COMPLÉTI CI



by BNP PARIBAS



Les stratégies clés du secteur financier pour faciliter une transition juste

par **Ekaterina Chubarova**, Technical Officer Just Transition Finance and Sustainable Investment, International Labour Organization



S'engager dans une transition juste n'est pas seulement une question de responsabilité sociétale, mais aussi un impératif stratégique qui peut contribuer à atténuer les risques et dégager des opportunités.

Les acteurs du secteur financier peuvent jouer un rôle clé pour rendre une transition juste possible. Ils disposent des moyens financiers, humains et technologiques pour accompagner les individus et les entreprises dans cette transformation.

Cela passe par le soutien de projets alignés sur les objectifs de la transition juste sous la forme de l'octroi de capitaux et de couvertures d'assurance ainsi que l'incitation à faire des choix responsables sur le plan environnemental et sociétal tout en promouvant l'inclusion financière et en donnant aux personnes affectées et vulnérables les moyens de profiter de la transition climatique.

Démarches pratiques pour mettre en œuvre une stratégie de transition juste



Pour aller plus loin



GUIDE POUR UNE TRANSITION CLIMATIQUE JUSTE À DESTINATION DES BANQUES ET COMPAGNIES D'ASSURANCES
OIT ET INITIATIVE FINANCIÈRE DU PNUE - 2023

CONSULTEZ LE RAPPORT COMPLET ICI

